

## **Présentation**

*Ce deuxième numéro des « Carnets » de l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain regroupe deux textes, l'un de Bruno Jean, « La question rurale ; la place de la ruralité dans la modernité avancée et la recomposition des systèmes ruraux au Québec », l'autre de Béatrice Mésini « Exclusion sociale, ségrégation spatiale : le rôle des associations dans la production de solidarité ; les monographies d'association, outil privilégié de l'observation ? Exemples en milieux urbain et rural ». Comme à l'habitude, puisque c'est la raison d'être des Carnets, ils sont issus des conférences qu'ont données chacun des auteurs sur ces thèmes au cours du séminaire de notre Observatoire, respectivement le 23 janvier 2003 et le 18 janvier 2000. Reconnaissons qu'ils ont peu de choses en commun, sinon leur capacité à remettre en cause des raisonnements qui paraissent acquis, sans doute un peu vite. Mais telle est bien une des caractéristique de cet Observatoire : réinterroger sans cesse le réel sur des fronts variés.*

*Et justement, le texte de Bruno Jean me plaît beaucoup, par ses paradoxes déstabilisants. Tout en affirmant que les différences qui se développent au sein du rural ont, à ses yeux, davantage de pertinence que le jeu du couple rural/urbain, il arrive à des conclusions (la « recomposition des systèmes ruraux ») qui sont parfaitement en phase avec les observations que nous avons pu faire de ce côté-ci de l'Atlantique.*

*C'est que la situation de départ au Québec est très différente de ce qu'elle était en France : alors qu'ici, la diversité était une prémisses unanimement reconnue comme telle depuis la typologie des « paysages agraires », la société rurale traditionnelle du Québec nous est décrite par Bruno Jean comme « **fortement homogène** (c'est moi qui souligne) sur le plan culturel et économique ».*

*Et si « deux réalités caractérisaient l'espace rural québécois : celle des vieilles terres de la vallée laurentienne et de leurs habitants et celle des terres neuves de colonisation et de leurs colons », cette dualité ne fait plus sens aujourd'hui, contrairement à nos sociétés rurales d'openfield qui sont toujours très différentes de leurs homologues du bocage. Un préalable existe donc chez nous : transcender la diversité pour pouvoir parler de « ruralité » au singulier, ce qui fut l'une des tâches fondatrices de la sociologie rurale française, et la seule, qui, avec les travaux de feu Henri Mendras, a accouché d'un véritable paradigme heuristique : celui des « Sociétés rurales françaises ».*

*Il en résulte que, si les québécois peuvent concentrer tous leurs efforts théoriques sur le mouvement de diversification de leurs sociétés rurales, nous avons toujours à transcender la diversité fondatrice. Or, en faisant jouer le couple de notions de rural et d'urbain – nécessairement au singulier –, nous cherchons un indicateur commode de cette transcendance, à travers le sens que conserve le rapport entre les deux notions.*

*Et nous en sommes là. Ce que nous dit malgré lui Bruno Jean, c'est que les québécois ont une longueur d'avance sur nous. Car, si nombre d'entre nous peuvent raisonnablement poser l'hypothèse d'une diversification nouvelle et contemporaine des sociétés rurales, nous ne pouvons guère, pour l'instant, l'étayer sérieusement. À nos terrains, donc.*

*Quant au papier de Béatrice Mésini, il est à la fois ambitieux et original. Ambitieux parce qu'il vise à une « sociologie politique interactive » à travers le rôle des associations dans la production de solidarité face à l'exclusion sociale, ce qui est une rude tâche. Original parce que la méthode de Béatrice Mésini, en femme de conviction qu'elle est, s'apparente davantage à la participation observante qu'à l'inverse, qui est l'usage. Et cette posture la mène aux confins de l'inconnu méthodologique et théorique. Lorsqu'elle dit qu'elle « explore des espaces producteurs d'actions », le terme me paraît particulièrement adéquat : Béatrice Mésini est une exploratrice, qui part à la découverte de vierges contrées virtuelles, pour la Justice et pour la Science à la fois.*

*Pour ce faire, elle se mêle donc aux acteurs sociaux qui « résistent », à l'exclusion, certes, mais aussi à d'autres tendances macrosociales génératrices de déséquilibres et de conflits, comme le « contrôle social ». La société selon Mésini apparaît, au moins au niveau microsociologique et à travers ses monographies, comme le lieu d'une lutte, qui n'est pas clairement définie comme une lutte de classes et qui, à mon sens, n'en est pas vraiment une : elle est plus lutte que de classes, si je puis dire. Lutte fondatrice qui donne sens à l'action sociale et à travers elle à la vie des acteurs et qui légitime l'intervention sociologique dans sa forme hétérodoxe.*

*C'est la logique même du projet de Béatrice Mésini que de mener à une pertinence marginale de nos deux notions : le rural et l'urbain n'y apparaissent en fin de compte que comme des « milieux » qui agissent sur la forme des luttes et sur l'événementiel, mais pas sur le fond de celles-ci. Partout il s'agit de résister localement à des « menaces », perçues comme remettant en cause des « droits » ou des pratiques culturelles : ici, le changement social est clairement perçu comme l'inverse du radieux « progrès » des Trente glorieuses, qui a suscité tant de pages sur le « changement » et en a légitimé la notion. Ce « changement dans la notion de changement », si j'ose écrire, devrait tous nous interpeller. Car resterait ensuite à préciser comment s'articulent l'activité de « résistance » à ce changement-régression et celle de construction d'une alternative à celui-ci. Car « résister » est une activité essentiellement conservatrice en ce qu'elle préfère le maintien du statu quo ante à une évolution jugée mauvaise, tandis que la négativité du mouvement social est entièrement dans le projet alternatif. Si la résistance est une condition préalable à l'élaboration du projet alternatif, se limite-t-elle à cela ? Disparaît-elle avec l'explicitation du projet ? Ne nuit-elle pas à sa construction ?*

*Michel ROBERT*



**La question rurale  
*La place de la ruralité  
dans la modernité  
avancée  
et la recomposition  
des systèmes ruraux  
au Québec***

**Bruno JEAN  
Professeur  
à l'université  
du Québec  
à Rimouski<sup>1</sup>  
Titulaire de la chaire  
de recherche  
du Canada  
en développement  
rural  
Directeur scientifique  
du Centre  
de recherche  
sur le développement  
territorial (CRDT)**

DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNEES, la question rurale se pose avec une insistance particulière. Les mass médias se font l'écho d'une opinion publique qui véhicule deux points de vue diamétralement opposés : un inévitable déclin et une surprenante renaissance. Ce paradoxe cohabite aussi chez les *leaders* ruraux qui adhèrent à l'une ou l'autre de ces deux

---

<sup>1</sup> L'auteur a récemment été « chercheur étranger invité » au Ladyss. La rédaction du présent article fait suite à un séminaire de l'Observatoire des rapports rural-urbain tenu à Nanterre le 23 janvier 2003 où nous avons eu l'occasion de présenter nos travaux sur la ruralité québécoise. L'auteur remercie vivement Michel Robert, Marie-France Épagnéul et Nicole Mathieu du Ladyss pour leurs commentaires en vue de la présente publication.

représentations de la ruralité. Dans les milieux scientifiques, la littérature récente montre que ces deux visions (c'est-à-dire le déclin et la renaissance rurale) coexistent et y recrutent même leurs plus ardents défenseurs. Pour nous, cette double image inversée et paradoxale fait partie de la réalité rurale contemporaine comme les deux faces d'une même pièce de monnaie.

La question rurale se dédouble en deux dimensions distinctes : l'une scientifique et une autre sociale. Sous l'angle scientifique, c'est la notion même de ruralité comme catégorie signifiante qui est en cause. La ruralité, à l'aire de la modernité avancée, représente-t-elle encore une réalité tangible et signifiante ? L'homogénéisation entre les milieux ruraux et urbains n'a-t-elle pas rendue caduque la vieille distinction entre *urbs* et *rus* ? Pourtant, de nouveaux mécanismes de construction sociale de la ruralité laissent penser que le rural n'est pas disparu avec la modernité avancée. Le défi de la démarche scientifique consiste alors à proposer une caractérisation adéquate de cet objet qui est, comme tant d'autres, une production sociale.

Par ailleurs, la ruralité, après avoir été banalisée dans le discours politique ou encore représentée avec d'autres catégories discursives comme la régionalité ou l'urbanité diffuse, redevient objet de sollicitude des pouvoirs publics comme de la plus vaste opinion publique. Comme si la prétendue fin du rural, ou d'un certain rural en fait, provoquait une prise de conscience et des vellétés d'action en faveur d'un soutien au développement des milieux ruraux. La question des rapports entre les activités productives rurales et les activités consommatrices urbaines, avec la crise de la vache folle ou l'arrivée des OGM, ne relance-t-elle pas la question rurale sous l'angle des pratiques productives rurales sur lesquelles le consommateur urbain veut avoir un droit de regard ?

Le Québec, comme plusieurs autres pays, s'est d'ailleurs donné récemment une politique rurale spécifique : la Politique Nationale de la Ruralité. Une telle initiative laisse entendre que le gouvernement québécois reconnaît la ruralité comme une réalité face à laquelle des interventions sont possibles, souhaitables, voire nécessaires. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, après le formidable développement des villes et l'uniformisation des modes de vie qui ont caractérisé le XX<sup>e</sup> siècle, voilà que la ruralité semble promise à une attention plus grande. Il est fort probable que ce qui était, il n'y a pas si longtemps encore, jugé

comme un trait secondaire de la ruralité, c'est-à-dire le rapport particulier avec l'environnement, constitue maintenant une caractéristique majeure du fait rural. La ruralité, comme un environnement à protéger ou à mettre en valeur, s'inscrit alors dans une problématique qui concerne toute la société. La ruralité a donc changé..., mais elle perdure. Dans ce nouveau contexte de développement durable, le regard de la société est davantage tourné vers la protection du fait rural pour les générations futures<sup>2</sup>.

Dans les pages qui suivent, nous commenterons les principales mutations du monde rural contemporain. Si la différenciation rurale-urbaine s'estompe en bien des endroits, une nouvelle dialectique au sein d'une ruralité plurielle émerge. Dans un second temps, nous proposerons une interprétation de l'évolution du discours sur la ruralité tant aux plans sociologique et social que politique. Nous montrerons, dans une troisième étape, que cette mutation contribue à la formation d'un paradigme interprétatif des dynamiques rurales. Finalement, dans la dernière partie de ce texte, nous évoquerons des travaux de recherche en cours qui rendent compte des processus de restructuration rurale. Cette démarche repose sur une approche constructiviste dans un souci de repérage empirique des « systèmes ruraux », un concept développé par un groupe d'étude de l'Union géographique internationale. Cela nous permettra de constater que la ruralité, dans une société jeune mais vivant au rythme du capitalisme avancée comme le Québec, est socialement construite et vécue de manière assez différente selon des systèmes ruraux associés à des territoires ayant connu des modes d'occupation et de mise en valeur spécifique au fil de leur histoire. Enfin, nous concluons notre article en précisant le rôle géopolitique de la ruralité.

### **Une ruralité qui bouge, qui change..., mais qui perdure<sup>3</sup>**

Le dernier quart de siècle aura vu, au Québec comme ailleurs dans le monde, s'approfondir une restructuration rurale sans précédent dont

---

<sup>2</sup> Cette idée est reprise de mon livre sur la ruralité québécoise (Cf. JEAN, 1997).

<sup>3</sup> Cette partie du présent texte reformule une analyse déjà publiée. Cf. : Bruno JEAN « Territoires ruraux, territoires d'avenir. Ruralité, modernité avancée et recomposition des systèmes ruraux » (Cf. CROIX, 2000, pp. 149-164).

l'ampleur et la direction échappent encore à notre entendement. Dès 1971, le sociologue québécois Gérard Fortin annonçait *La fin d'un règne* (1971), autrement dit, le déclin irréversible des campagnes aussi anticipé par Henri Mendras, dans la sociologie rurale française avec *La fin des paysans* (1970). D'autres observateurs des réalités rurales, comme Bernard Kayser, parlent toujours d'une « renaissance rurale » qui semble se manifester sur certains territoires. Ce qui nous apparaît évident, c'est que la vieille distinction rurale-urbaine n'est guère utile aujourd'hui. Pendant que les urbains rêvent de la campagne et la reproduisent dans leurs vastes banlieues, les ruraux acquièrent des modes de vie largement urbanisés.

Dans le même mouvement, c'est la différenciation entre les milieux ruraux eux-mêmes qui s'est approfondie. Dans le Québec rural de jadis, comme le romancier Louis Hémon le remarquait dans *Maria Chapdeleine* (1975), un classique de la littérature québécoise, deux réalités caractérisaient l'espace rural québécois : celle des vieilles terres de la vallée laurentienne et de leurs habitants et celle des terres neuves des zones de colonisation et de leurs colons.

Aujourd'hui, le fait rural est devenu pluriel. Il se dessine selon plusieurs typologies. Sur le plan géographique, on peut distinguer des zones rurales périurbaines, intermédiaires ou périphériques. Au plan économique, on remarque un Québec rural intégré dans une économie mondialisée, un Québec rural tourné vers le marché intérieur et un autre marginalisé ne jouissant pas des avantages comparatifs susceptibles de s'intégrer dans le processus actuel de mondialisation. Par ailleurs, il apparaît nécessaire de construire des typologies plus fines des « systèmes ruraux » dans la modernité avancée. On pourra alors mieux comprendre ce qui est commun à des réalités aussi différentes que la ruralité forestière québécoise, agricole, récréo-touristique ou encore industrielle.

Le fait rural d'autrefois était fortement homogène sur le plan culturel et économique. Il était aussi différencié en quelques catégories facilement repérables. Dans la première moitié du siècle par exemple, on pouvait dire du Québec rural qu'il correspondait à un semis de paroisses plus ou moins semblables les unes aux autres. D'autres observateurs mettaient l'accent sur la différenciation entre les vieilles paroisses riveraines du Saint-Laurent (avec une culture agraire

profonde) et les paroisses de colonisation où se formait un nouvel acteur social : le *colon* qu'on opposait à l'*habitant* des basses terres.

Mais les espaces ruraux ont été le théâtre de profondes transformations au cours des cinq dernières décennies. Dans l'immédiat après-guerre, des bouleversements considérables ont affecté une agriculture et une foresterie qui avaient caractérisé le travail en milieu rural et fondé la rationalité de l'occupation du territoire. Rapidement, le nombre de fermes et la population agricole ont fondu sous les effets conjugués d'une concentration des exploitations (les fermes commerciales devenant de plus en plus grandes et capitalisées) et d'un remembrement spatial de l'agriculture (déprise agricole, recul des superficies cultivées, voire disparition complète de ces localités à maints endroits). De même, la professionnalisation et la mécanisation du travail et des opérations en forêt, la surexploitation ou le déplacement des sites d'exploitations toujours plus loin, ont contribué à faire disparaître la vocation forestière de nombreuses communautés, du moins à réduire considérablement le nombre d'emplois associés à cette filière économique.

Or, toutes ces transformations en milieu rural se sont déroulées pendant une période d'explosion démographique (le *baby-boom*) et de croissance générale de l'économie (les *Trente glorieuses*, 1945-75). Pour la population rurale, de plus en plus mobile en raison de la généralisation de l'automobile et pénétrée de valeurs urbaines avec le développement de la consommation de masse et l'essor des médias, il en est résulté un élargissement de l'éventail des possibilités individuelles. Pour les jeunes ruraux, la décision d'émigrer en milieu urbain devenait alors irrésistible dans un tel contexte économique.

Dans les dernières décennies, ce fut ensuite la tertiarisation de l'économie qui a modifié la structure spatiale des économies rurales, c'est-à-dire la composition et la répartition des équipements de l'offre commerciale et des services publics. Ce processus a favorisé la concentration des fonctions tertiaires qui, à son tour, a entraîné une dualisation des espaces ruraux entre les petites villes et les gros villages en croissance d'une part et les localités en décroissance démographique continue de l'autre. Ce processus a provoqué en quelque sorte une érosion différentielle de la population rurale.

Pourtant, la ruralité perdure. Elle n'a pas disparu avec la modernité. Par exemple, pas moins du quart de la population du Québec (et le tiers dans le cas canadien) continue de faire l'expérience quotidienne des deux plus robustes critères définissant la ruralité : un rapport particulier à l'espace attribuable à la faible densité de population (la *mobilité*, critère géographique) et une relation de sociabilité due à la faiblesse des effectifs démographiques (l'*interconnaissance*, critère sociologique).

Bien sûr, il y a toujours des milieux ruraux en déstructuration à certains endroits, et en pleine croissance ailleurs. De fait, la ruralité offre aujourd'hui des visages nombreux et singuliers. Les statistiques montrent depuis une dizaine d'années quantité de cas en stabilité démographique, voire en croissance. En même temps, de nombreux milieux, particulièrement ceux situés loin des villes, sont à la traîne. Pour reprendre une expression de Jean Renard parlant de la ruralité dans la France de l'Ouest, « tout bouge, mais rien ne change ». En fait, il faudrait plutôt dire que tout bouge, tout change, mais la ruralité elle-même en tant que réalité sociale ne change pas.

## **Les habits neufs de la ruralité : une réalité mal comprise**

Pendant longtemps, les études rurales se sont attardées à comprendre les écarts de développement entre les espaces ruraux et urbains. Plusieurs travaux ont montré une réduction des disparités entre ces milieux tant au niveau des modes que des conditions de vie (revenu, emplois, etc.). D'autres recherches ont, par ailleurs, illustré des différences persistantes.

Pour nous, sans juger la pertinence de ce genre de travaux, ce qui représente un trait décisif de l'évolution de la ruralité des cinquante dernières années, c'est un accroissement des différenciations internes à la ruralité elle-même, un fait plus significatif pour comprendre la ruralité dans la modernité avancée que l'épineux exercice d'opposer en bloc le rural à l'urbain.

Nous acceptons l'idée selon laquelle, à maints égards, le rural et l'urbain présentent dans l'ensemble de moins en moins de différences notables. Par conséquent, la traditionnelle et commode opposition ville/campagne est de moins en moins pertinente pour comprendre la

ruralité dans la modernité avancée. Car, non seulement la ruralité québécoise n'est pas unidimensionnelle et homogène sur le vaste espace habité, mais sa diversité est l'une des dimensions les moins bien maîtrisées dans nos systèmes actuels de connaissance, d'où la nécessité de réclamer de manière urgente une actualisation des savoirs sur cette réalité.

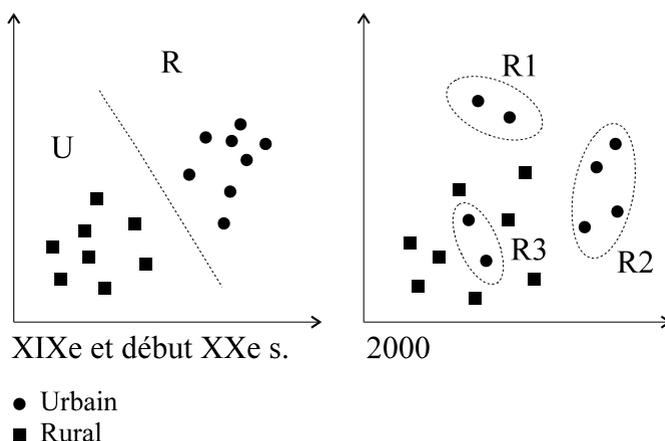
Le défi scientifique des études rurales à présent consiste à construire une nouvelle typologie des territoires ruraux capable de rendre compte de ce processus historique de diversification socio-spatiale (ruralité agro-industrielle, forestière, touristique, de villégiature, péri-urbaine résidentielle, etc.). Le problème général est le suivant : il existe peu de synthèses d'envergure sur ce phénomène de recomposition des systèmes ruraux pouvant rendre intelligibles les nouvelles réalités rurales (par exemple : les milieux en véritable déstructuration, ceux essentiellement agricoles prospères mais sous-peuplés, les localités forestières stagnantes, les milieux agro-forestiers orientés vers le tourisme, les localités rurales en croissance en raison de la polarisation des activités commerciales du milieu urbain, etc.).

À défaut de ces études, chercheurs, acteurs du milieu rural et grand public doivent se contenter trop souvent d'un discours truffé de *lieux communs* sur la ruralité (persistance de la confusion entre les termes « *rural* » et « *agricole* », méconnaissance des communautés forestières non perçues comme rurales alors que la ruralité forestière est pourtant le lot de la plus grande partie du Québec rural, etc.). Nous croyons enfin que la préoccupation à l'égard de la persistance et des transformations de la ruralité répond autant à une exigence théorique qu'à une demande sociale, celle exprimée par les ruraux eux-mêmes.

Les ruralités sont si diversifiées et singulières que les moyennes rurales ne représentent plus rien en elles-mêmes. Une moyenne rurale est souvent un « centre de gravité théorique », un point situé au centre d'une série de « nuages de localités » (sur un espace graphique comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous) formant autant de typologies rurales. Certaines de ces typologies peuvent même présenter plus de ressemblances, de proximité avec des cas urbains qu'avec d'autres formes de ruralité. Par exemple, la réalité périurbaine est plus proche de la banlieue résidentielle urbaine que de la ruralité forestière périphérique même si elle conserve, avec la seconde, l'étiquette

« rurale ». Tout cela ne veut pas dire que la ruralité n'existe plus avec la modernité avancée, et c'est bien plutôt la thèse contraire que nous défendons. Toutefois, son mode d'existence fait en sorte que la variation entre certains types de ruralité est plus grande que l'écart entre certains types de ruralité et l'urbanité.

### Graphique 1 : Représentation des mutations entre les grands systèmes ruraux du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours



Source : Graphique inédit de Stève Dionne, UQAR.

### L'évolution des discours sur la ruralité : de la modernité naissante à la modernité avancée

Avec le passage, non pas à une prétendue post-modernité, mais à ce qu'Antony Giddens appelle la modernité avancée, les représentations antérieures du fait rural deviennent plus claires, plus saisissables. Au risque de la simplification abusive, nous avons tenté de faire une cartographie conceptuelle<sup>4</sup> de ces grandes représentations selon trois

<sup>4</sup> Une première version de cette réflexion sur les discours ruraux a été publiée dans un chapitre d'un ouvrage sur les paysages ruraux (Cf. Bruno JEAN « La construction sociale de la ruralité » in Philippe POULAOUEC-GONIDEC, Sylvain PAQUETTE et Gérald DOMON (dir.), 2003, pp. 105-124).

types de discours : le discours sociologique, le discours social et le discours politique.

### ***Le discours sociologique***

Dans le cas du discours sociologique, il est apparu nécessaire de distinguer entre la tradition intellectuelle européenne et la tradition nord-américaine. Dans cette dernière, c'est sans doute le concept de *folk society* qui caractérise le plus la pensée sociologique sur la ruralité à l'ère de la modernité. Le monde rural est pour Robert Redfield une *folk society*, c'est-à-dire, une société traditionnelle. Avec la généralisation de la modernité, ces *folk societies* sont appelées soit à disparaître soit à devenir des sociétés urbaines. On retrouve ici le grand paradigme sociologique de l'évolutionnisme où la ruralité, associée au passé et à la tradition, est destinée à mourir avec la modernité. Il faut ajouter ici que ce concept tire en partie son origine de la distinction entre la *Gemeinschaft* (communauté) et la *Gesellschaft* (société) de l'allemand Ferdinand Tönnies.

Dans la variante européenne du discours sociologique, on ne retrouve pas cette idée de ruralité comme une société traditionnelle, voire pratiquement primitive, destinée à disparaître. Ces traits sont bien sûr régulièrement évoqués, mais ce qui semble dominer l'analyse sociologique, c'est l'association entre le rural et la paysannerie, avec les notions de sociétés et de communautés paysannes. Une société paysanne est une société complexe, organisée selon des modes de régulation appelés à disparaître dans la modernité avancée. C'est cette variante européenne qui donnera à la sociologie rurale une couleur décisive, une sociologie paysanne. Les paysans, ces acteurs sociaux qui dominaient effectivement les sociétés agraires d'autrefois, sont devenus des agriculteurs inscrits dans les rapports marchands de la société moderne.

La place nous manque ici pour expliquer les fondements de cette conception relativement différenciée, mais dont la construction renvoie très certainement à des histoires et à des identités assez différentes. Dès lors, il n'est pas étonnant que le concept de société paysanne puise ses origines dans la littérature européenne. L'Amérique n'a probablement pas fait l'expérience de telles sociétés paysannes. Par ailleurs, la notion de *folk society* ne pouvait apparaître que dans une

société tout entière vouée à une entreprise de modernisation urbanisante. Dans un tel contexte, la ruralité apparaît comme un anachronisme. Si cette différenciation entre la sociologie rurale américaine et européenne, pour ne pas dire états-unienne et française, est intéressante, l'évolution du discours sociologique, avec l'entrée des sociétés modernes dans la post-modernité, l'est encore plus.

Du côté américain, la représentation dominante du rural est très nettement celle de la *non metropolitan area*. Un rapide examen des articles publiés dans la revue *Rural Sociology* depuis une vingtaine d'années en témoigne avec éloquence. La ruralité qui intéresse les chercheurs « ruralistes »<sup>5</sup> américains est celle qui concerne les populations vivant dans des espaces situés en dehors des métropoles, des grandes villes et de leur aire d'influence. Selon cette conception, la représentation du fait rural fortement spatialisée avec l'émergence du *non metropolitan*.

Dans cette représentation, les maillons inférieurs de la hiérarchie urbaine sont aussi associés au rural. Dans plusieurs universités, on voit des centres de recherche ruraux où l'objet est défini comme le *Rural and Small Towns*. Une telle conception a l'avantage de nous rappeler l'importance de la dimension écologique ou environnementale des milieux. Vivre dans un milieu fortement urbanisé ne signifie pas la même chose que vivre en campagne ou dans une petite ville qui en est son émanation directe. Par contre, une telle dimension élude plusieurs problèmes théoriques sur le statut de la ruralité dans la modernité avancée. Généralement, cette sociologie rurale américaine se limite à décrire les problèmes sociaux des populations vivant dans les milieux non-métropolitains.

---

<sup>5</sup> Notons ici que la notion française de « ruraliste » ne fait pas sens dans le vocabulaire anglais états-unien. Comme le ruralisme désigne une idéologie rétrograde (et des idées politiques plutôt de droite), les intellectuels ne peuvent s'autoproclamer « ruralistes » comme on peut le voir en France avec l'Association des ruralistes français.

**Tableau 1 : L'évolution du discours sociologique, social et politique dominant dans le passage de la modernité naissante à la modernité avancée**

<b>Discours sociologique</b> (Américain)	(Européen)	<b>Discours social</b>	<b>Discours politique</b>
<i>Dans la modernité naissante</i>			
Ruralité = <i>folk societies</i>	Ruralité = <b>communautés paysannes</b>	La ruralité est traditionnelle, dépassée et en retard	<b>Modernisation</b> (Aménagement rural)
<i>Dans la modernité avancée</i>			
Ruralité = <b>Régions non-métropolitaines</b>	Ruralité = <b>environnement</b>	Rural = paysage naturel et environnement	<b>Préservation</b> (Développement durable)

Pendant ce temps, on a vu le discours sociologique européen glisser progressivement vers le rural comme environnement<sup>6</sup>. Le nouveau champ des études environnementales a été passablement investi par les « ruralistes ». En ce sens, la dimension environnementale diffère de la pensée sociologique ruraliste américaine en évolution et prend donc une importance particulière. Cette sociologie rurale

<sup>6</sup> Cf. le livre qui porte d'ailleurs ce titre : Nicole MATHIEU et Marcel JOLLIVET (dir.), 1989.

européenne, après s'être longuement intéressée à *l'urbanisation des campagnes*, un thème de recherche majeur qui provoquera une crise au sein même des études rurales, nous rappelle maintenant que la seule dimension écologique pèse de tout son poids. Le cadre de vie devient une sorte de variable décisive, discriminante. Comme le dit si bien Marcel Jollivet, les ruraux redeviennent, dans ce contexte, des acteurs sociaux importants car la tâche de la protection de la nature se joue principalement en campagne. Bien plus, la protection de l'environnement est devenue un enjeu central qui intéresse toute la société. Un aspect aussi important ne peut pas être laissé au bon vouloir des seuls ruraux qui ne sont pas toujours en mesure de prendre les bonnes décisions en cette matière.

Ce qui est commun à cette évolution du discours sociologique sur la ruralité avec l'entrée de nos sociétés dans la modernité avancée, c'est qu'il semble y avoir un consensus sur la disparition des sociétés rurales ou paysannes comme société globale. La ruralité subsiste. Toutefois, force est de reconnaître que nous sommes devant un vide ou une hésitation pour la caractériser. Dès lors, nous nous rabattons sur la dimension spatiale ou environnementale. Cela me semble une position à la fois intéressante en ce qu'elle redonne une place à la nature, à l'environnement dans la théorie sociologique, une nécessité comme le souligne si bien Bernard Kalaora dans ses travaux (1998). Pour plusieurs spécialistes des études rurales contemporaines, voilà une nouvelle chance pour les campagnes. Au moment où l'on doute de certains caractères socio-économiques spécifiques au fait rural, la définition de la campagne, comme environnement, la promet à une nouvelle sollicitude des pouvoirs publics tout en rappelant l'urgence d'une approche interdisciplinaire élargie conviant les sciences naturelles et les sciences sociales dans l'étude commune des réalités rurales et des questions relatives à son aménagement. Un nouveau défi pour les sciences sociales se trouve ainsi posé : celui de replacer la nature dans une théorie de la société. Mais cette position est un peu faible car ce repli vers une géographie déterministe, rejetée par la géographie contemporaine, laisse entière la question d'une solide construction de la ruralité dans le contexte de la modernité avancée.

### *Le discours social*

Le discours social dominant se transforme aussi avec l'avènement de la modernité avancée. Bien qu'il soit téméraire de penser qu'il y ait un seul discours social dominant sur le monde rural, contrairement au discours sociologique où nous avons distingué deux paradigmes, nous nous limiterons à n'en présenter qu'un seul, sachant bien qu'une analyse plus approfondie de ses variantes en ferait peut-être émerger d'autres. À l'époque de la modernité naissante, en gros durant la période suivant la Seconde Guerre mondiale, la ruralité apparaissait comme un monde qui n'avait pas encore atteint le stade de la modernité caractérisée par la pensée rationnelle, l'urbanisation et l'industrialisation. Le fait rural était donc un monde en retard, traditionnel, dépassé en quelque sorte... un anachronisme qui devra s'ajuster avec le temps par une nécessaire urbanisation des campagnes déjà annoncée par plusieurs intellectuels.

Cette dualité rurale/urbaine, repensée comme la dichotomie traditionnelle/moderne faisant écho au discours sociologique, avait quelque chose de réconfortant. Le moderne urbain l'était d'autant plus qu'une ruralité traditionnelle tardait à disparaître. La « rencontre de ces deux mondes »<sup>7</sup> permettait donc à chacun de s'identifier sachant bien que le processus de construction de l'identité sociale se fait tout autant par la mesure des différences dans l'opposition à l'autre que dans l'affirmation forte d'une appartenance ou d'une référence commune.

Cette posture de la pensée sociale reproduit le même dilemme que celle de la pensée sociologique. Si le rural est dépassé, comment peut-on être rural à l'ère de la modernité avancée ? Avec la modernité, la ruralité est condamnée. Nous voulons faire référence ici à certains classiques de la littérature sociologique annonçant la fin d'une certaine ruralité. Selon cette approche, elle est appelée soit à disparaître soit à s'intégrer dans le monde moderne se situant à un degré plus faible sur le gradient de l'urbanisation modernisante. Pourtant, le monde rural, dans

---

<sup>7</sup> Nous faisons allusion à l'ouvrage d'Everett C. HUGHES, *Rencontre de deux mondes, la crise d'industrialisation du Canada français*, (1945, 1972), une étude effectuée par l'anthropologue de l'École de Chicago portant sur l'urbanisation de la société québécoise. Cette monographie d'une ville moyenne (Cantonville), véritable *boom town* de l'après-guerre, décrit bien cette rencontre des ruraux et des urbains et le processus culturel associé à l'urbanisation de la culture rurale.

une société urbaine, n'est pas un espace en attente d'urbanisation ou de désertification. C'est un territoire avec une vie socio-économique spécifique et difficilement réductible aux dynamiques urbaines.

Mais avec l'avènement de la post-modernité, il s'est produit un curieux renversement de perspective. Ce monde rural, un tantinet traditionnel et passéiste, a fait rapidement l'objet d'une survalorisation par les masses urbaines y découvrant une forme d'authenticité. Le rural est toujours le monde du commencement, des origines, celui sur lequel il faut revenir lorsque qu'une forte perte de sens se produit, ce qui fut le cas avec l'avènement de la modernité avancée. Au Québec, durant les années 70, les départements d'« arts et traditions populaires » (ethnologie) ont été envahis par les jeunes générations d'étudiants issus des nouveaux quartiers urbains. Les séries télévisées les plus populaires étaient celles qui mettaient en images ce rural traditionnel. En France, rappelons le grand mouvement de retour à la nature post soixante-huitard, mouvement qui participe à une crise de la civilisation urbaine moderne.

De manière plutôt inattendue, c'est dans le champ de l'écologie et de la nouvelle pensée sociale environnementaliste que va se former une autre identité qui prend en compte les images survalorisantes de la ruralité. Cette dernière acquiert une signification forte, utilitariste et post-moderne, c'est-à-dire une ruralité perçue comme un environnement à protéger ou à défendre capable de contribuer au ressourcement des populations urbaines dans le cadre du tourisme vert, des migrations saisonnières et des nouvelles activités récréo-touristiques. La question de l'environnement, qui prend une place prépondérante dans les débats sociaux actuels, pèse lourdement dans les évolutions à venir des espaces ruraux. Les sondages d'opinion issus le plus souvent du milieu urbain révèlent toujours la même équation nature = campagne. Cette préoccupation collective pour l'environnement fait en quelque sorte irruption dans l'espace rural. Il faut d'abord démontrer le caractère réducteur d'une telle équation. La campagne, par ses actions séculaires d'aménagement des collectivités humaines, est loin d'être aussi « naturelle » qu'elle en a l'air, vue de la ville.

### *Le discours politique*

Il ne faudrait pas s'attendre à ce que le discours politique soit très éloigné des deux précédents. Le propre du politique consiste à faire le pont entre une approche scientifique et populaire vécue au quotidien. Le discours politique est, par définition, réducteur. Par ailleurs, il faut aussi le relier à l'action car le politique est souvent tenté de sublimer dans une inflation verbale son inaction. Cela s'applique particulièrement à la question rurale, objet de discours mais rarement objet d'une politique rurale avec des objectifs clairs et des moyens d'intervention conséquents.

Selon nous, le discours politique à l'époque de la modernité naissante en est un qui va dans le sens des idéologies dominantes de la ruralité. Il en résulte une approche fortement modernisatrice qui identifie une tâche de l'État, celle de contribuer à « l'aménagement rural ». Avec l'avènement de la modernité avancée, le discours politique emboîte le pas dans le sillage du social. Il professe son intention à développer des formules appropriées de « développement durable » des campagnes. Les velléités de modernisation font place à une préservation des territoires ruraux considérés pratiquement comme des zones sinistrées ou des espèces en voie de disparition qui nécessitent la sollicitude des pouvoirs publics pour assurer leur pérennité.

Le discours aménagiste de l'État, qui atteint son apogée durant les décennies 60 et 70, applique à la ruralité la même vision que dans d'autres domaines où les gouvernements se considèrent subitement légitimés d'intervenir dans de nombreuses dimensions de la vie sociale et économique. De plus, ce discours technocratique repose sur les dernières vérités de la démarche scientifique et technique. Il propose des actions qui vont nécessairement produire les résultats escomptés en termes d'aménagement rural en assurant aux campagnes un rattrapage pour rejoindre le train de la modernité. Plusieurs images ont été proposées pour décrire ce modèle d'action de l'État. On a, par exemple, souvent parlé de l'État entrepreneur qui va d'ailleurs se substituer en un État accompagnateur, facilitateur, partenaire, dans l'ère de la modernité avancée. Il s'agit d'une approche beaucoup moins triomphaliste, comme en témoignent plusieurs politiques publiques rurales en Europe (les programmes LEADER), aux États-Unis (les *Rural Partnerships*) et au

Québec (la Politique Nationale de la Ruralité). Comme l'a bien montré Paul Houée, le discours de la préservation des milieux ruraux, qui devient l'affaire de tout le monde, inquiète bien des ruraux pour lesquels les campagnes ont besoin de véritables politiques de « développement rural » fussent-elles pensées selon la dernière version de la philosophie du développement durable.

### **L'évolution des paradigmes interprétatifs de la sociologie rurale : de l'intégration des campagnes à la recomposition socio-territoriale ou la restructuration rurale**

En approfondissant davantage notre analyse du discours sociologique, nous observons un changement de paradigme qui touche l'ensemble de la pensée sociologique sur la ruralité. Ce changement n'est pas sans effet sur l'évolution de la pensée sociale et politique de la réalité rurale.

À l'époque de la modernité naissante, peu importent les représentations sociologiques du rural, un consensus a été rapidement établi sur le modèle interprétatif des dynamiques rurales (Jean, 1992). Les transformations du monde rural s'expliquent par un seul phénomène, une seule cause, un seul facteur : l'intégration des économies et des sociétés rurales dans la modernité. Avec cette intégration, les campagnes qui accédaient à la modernité étaient marginalisées et perdaient la maîtrise de leur destinée. Cette dernière dépendait alors du pouvoir économique et politique. L'École française de sociologie et d'économie rurale a trouvé sa cohérence avec un tel modèle interprétatif des évolutions rurales, un modèle cohérent autant avec la pensée de l'économie politique marxiste qu'avec celle de l'économie libérale qui dominait alors la sociologie rurale américaine. À droite comme à gauche, on s'entendait alors sur cette vision déterministe pour anticiper une nécessaire modernisation des campagnes qui passait par leur intégration dans la société moderne.

Comme on l'a vu, ce paradigme laissait entière la question du statut de la ruralité dans la modernité avancée. Il a bien fallu se rendre compte que le monde rural ne disparaissait pas avec la modernité. Il se transforme, il est l'objet de mutations profondes, d'où la naissance d'une nouvelle approche interprétative, celle de la recomposition de la ruralité. En France, Bernard Kayser est certainement l'un des principaux

initiateurs. Le livre synthèse de nos travaux, issu d'une recherche comparative entre la ruralité française et québécoise, porte clairement cette marque (Jean, Chevalier, Klein et Sztokman, 1991).

La notion de recomposition socio-territoriale de la ruralité permet aussi de dépasser le débat un peu trivial sur la prétendue fin du rural dans la modernité avancée. Il devient alors clair que le rural change, se recompose dans ses propres modes d'existence et de régulation. Le véritable défi théorique consiste alors à comprendre les nouveaux attributs de la ruralité. Comment cette ruralité se manifeste-t-elle au sein même des sociétés à l'ère de la modernité avancée ? Contrairement au paradigme déterministe, cette approche, davantage « possibiliste », redonne aux populations rurales une capacité d'action dans le processus complexe de recomposition socio-territoriale. De nombreux exemples vont dans ce sens. Nous retenons ici l'intitulé même d'une récente Journée régionale de l'Association des ruralistes français, celle de 1997 à Toulouse : *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?*

Pendant que les « ruralistes » français trouvaient un cadre conceptuel utile pour comprendre les dynamiques de recomposition rurales, leurs homologues canadiens mettaient en avant le concept de « restructuration rurale » pour interpréter ces mêmes dynamiques. Cette histoire intellectuelle est d'autant plus intéressante qu'elle tire son origine de la sociologie rurale canadienne anglaise généralement ignorante des travaux publiés en français. On peut donc soutenir que ces deux approches, bien que différentes, sont des constructions autonomes, indépendantes qui tendent vers un même objectif : mieux comprendre ce processus de recomposition rurale dans la modernité avancée. En effet, la littérature sociologique appartenant à ces deux univers de référence interprète les mutations rurales de la même manière.

### **Comprendre la ruralité dans la modernité avancée : les concepts de système rural et de construction sociale de la ruralité**

Dans une étude présentement en cours, nous nous sommes attaqués de front à un phénomène complexe : celui de l'existence même de la ruralité à notre époque. Pour les uns, la ruralité est une sorte de

survivance qui va se dissoudre progressivement avec la généralisation des modes de vie post-modernes. Cette thèse de la fin du rural prétend donc qu'on assistera à une urbanisation des campagnes, à une urbanité rurale. Pour d'autres, dont nous sommes, la période contemporaine ne signifie pas la fin du rural, mais plutôt la fin d'un certain rural. Dans ce contexte, il importe de se doter de nouveaux outils théoriques et méthodologiques pour mieux saisir et comprendre ce qu'est la ruralité dans la modernité avancée.

Il faut d'abord évoquer la pluralité des modes de construction sociale de la ruralité contemporaine, contrairement à la ruralité d'autrefois qui se caractérisait par son homogénéité<sup>8</sup>, d'où l'idée de caractériser cette pluralité à partir d'un concept comme celui de « système rural »<sup>9</sup>. En s'inspirant des perspectives offertes par la théorie de la structuration sociale de Giddens, on peut faire l'hypothèse que si la ruralité existe dans la modernité avancée, elle doit apparaître comme un fait social structurant. Dans un territoire reconnu comme rural, nous serons ainsi mieux à même, par un long travail de décryptage, d'identifier les règles et les ressources dont se servent les acteurs pour structurer leur monde et lui donner une référence identitaire rurale. Comme la ruralité est plurielle, cette pluralité devrait produire un système de règles spécifiques et différentes d'un type de ruralité à l'autre.

Actuellement, pour entreprendre ce long travail d'étude « anthropologique » de la ruralité, nous tenterons de discerner les

---

<sup>8</sup> Dans une autre recherche en cours (« Initiative de recherche sur la Nouvelle Économie rurale »), avec nos collègues « ruralistes » associés au réseau canadien (Cf. [www.crrf.ca](http://www.crrf.ca)), cinq dimensions ont été prises en compte pour créer une typologie de la ruralité, soit : une localité adjacente aux métropoles, une localité avec une économie stable ou fluctuante, une localité dont l'économie est très exposée aux échanges économiques mondiaux, une localité avec des capacités sociales élevées (mesurées notamment par le niveau d'éducation de la population) et enfin une localité avec un bon dynamisme économique (mesuré par le niveau de revenu des habitants).

<sup>9</sup> Nous nous inspirons ici des travaux du Groupe de travail sur les « systèmes ruraux durables » de l'UGI animé par Christopher BRYANT et Ian BOWLER (Cf. K. KIM, I. BOWLER, C.R. BRYANT, 2001). Par ailleurs, un volet de notre démarche consistait aussi à développer une cartographie des différents *systèmes ruraux québécois*. Sous notre direction, un candidat au doctorat en développement régional, Stève DIONNE, a fait quelques travaux en ce sens. Ils sont disponibles sur le site Internet de l'Atlas électronique du Bas Saint-Laurent, cf. : <http://www.uqar.quebec.ca/atlasbsl/index.htm>

opinions des acteurs de développement de trois territoires ruraux québécois et ce, sous trois dimensions : le diagnostic du territoire, l'identité rurale et les stratégies de développement. Sous la dimension diagnostic, nous examinerons si ces acteurs ont une représentation congruente avec celle qui circule, c'est-à-dire qui émergent des statistiques officielles ou produites par des institutions régionales comme les MRC<sup>10</sup>. Par exemple, la MRC des Basques, un des trois territoires à l'étude, présente une ruralité qui peut être considérée comme agricole. Cette forme de ruralité est confirmée par les profils statistiques que nous avons consultés ainsi que par les nombreux entretiens tenus avec les élus et les agents de développement de ce territoire. Le second territoire, typique d'une ruralité forestière, est celui de la MRC de Maria Chapdelaine (au lac Saint-Jean). Enfin, la troisième zone à l'étude correspond à la MRC de Charlevoix-Est. Elle a été retenue comme un cas exemplaire de la ruralité récréo-touristique.

Le second thème de l'identité rurale du territoire n'a pas été abordé facilement par les personnes interrogées, c'est-à-dire les élus impliqués dans diverses instances représentatives et les professionnels occupant différents postes dans des organismes de développement œuvrant sur le territoire de ces MRC. Par exemple, la mairesse de Trois-Pistoles, la seule agglomération de plus de 3 000 habitants de la MRC des Basques, qualifie sa ville de « rurale », à l'instar de tout son milieu ambiant. Pour sa part, le maire de Clermont et préfet de la MRC de Charlevoix-Est considère le territoire couvert par sa MRC comme étant urbain. Près de 70 % de la population vit dans la vallée de Rivière Malbaie qui s'étend de Clermont à La Malbaie. Pourtant, pour la plupart des Québécois, les paysages de Charlevoix sont les meilleures images d'Épinal de la ruralité québécoise.

C'est sans doute par l'étude des stratégies de développement territorial que les éléments de structuration (règles tacites et ressources) de ces différentes réalités commenceront à se manifester. Nous sommes encore loin d'une identification précise des règles de structuration de la ruralité contrairement à ce que l'on peut observer en urbain. Par ailleurs, une première série d'entretiens a permis de constater les différences majeures qui se manifestent entre les diverses stratégies de

---

<sup>10</sup> Municipalités régionales de Comtés

développement de ses trois systèmes ruraux. Elles nous informent en quelque sorte des représentations sous-jacentes de la ruralité. Par exemple, la MRC des Basques, qui a connu de sérieuses difficultés à la suite de la fermeture de l'usine laitière régionale, mise sur le développement local et les PME soutenues par leurs communautés. Une telle approche a permis de récupérer la plupart des emplois qui ont été perdus. La représentation sous-jacente de la ruralité met ici l'emphase sur la vitalité des communautés (comme milieu bénéficiant d'une grande qualité de vie) et sur la pertinence de l'approche du développement économique local. Cette dernière mise sur le dynamisme de l'*entrepreneurship* et la qualité de la main-d'œuvre rurale sans pour autant négliger une dimension environnementale avec, au surplus, un volet d'entreprises culturelles qui émergent actuellement à Trois-Pistoles.

Le modèle typique de la ruralité forestière de la MRC Maria Chapdelaine est à l'opposé de celui que l'on retrouve dans la MRC des Basques. Les entreprises de transformation du bois situées à Dolbeau, chef-lieu de la MRC, génèrent de hauts salaires à des travailleurs majoritairement ruraux. Il en découle une ruralité caractérisée par une mentalité ouvrière. La stratégie de développement de la MRC Maria Chapdelaine mise sur l'exploitation des ressources naturelles. Il en résulte une représentation plutôt caduque de la ruralité.

La MRC de Charlevoix-Est, typique de la ruralité récréotouristique, nous a surpris à plus d'un titre. D'abord, c'est le seul de nos trois territoires où des différences se manifestent entre la représentation que s'en font les acteurs du développement et la situation réelle mise en lumière par les statistiques officielles. Au moment de nos premiers entretiens, à l'automne 1998, les points de vue des différents intervenants que nous avons rencontrés étaient fort disparates. Certains évoquaient la vitalité de la situation socio-économique régionale qui se traduit notamment par l'émergence de PME et l'essor du tourisme. Par ailleurs, d'autres individus signalaient les nombreuses mises à pied qui ont touché la papetière Donohue de Clermont. Ils nous ont également fait part de la précarité, des mauvaises conditions de travail et de la faiblesse de la rémunération dans l'industrie touristique. Il n'y avait donc pas de consensus au niveau des stratégies à adopter, certains acteurs étant toujours convaincu de la pertinence du récréotourisme,

d'autres le remettant en cause. L'image sous-jacente de la ruralité est donc peu consensuelle. D'un côté, la ruralité est perçue comme espace de récréation à consommer par les clientèles urbaines. De l'autre, on s'accroche à l'idée d'une possible régénération du tissu socio-économique des milieux par une plus grande diversification. Pour ce faire, on fait appel aux ressorts de la vitalité sociale que recèlent les petites collectivités.

Lors d'une seconde série d'entrevues réalisées deux ans plus tard, certains acteurs locaux nous ont questionné sur le mode de régulation sociale (ou de gouvernance) qui dicte les stratégies de développement de ces territoires. Il s'agit non pas de la PME comme dans le cas de la MRC des Basques ou de la grande entreprise comme dans celui de la MRC de Maria Chapdeleine, mais bien de l'État. Un État qui injecte des investissements majeurs dans des équipements touristiques (comme le Casino de Charlevoix) ou la mise en valeur de sites naturels (comme le parc des Grands Jardins ou le mont Grand Fond). Dans ce territoire, l'avenir, selon les acteurs locaux, passe donc par les interventions de l'État.

Nos premières investigations, dans le cadre de cette étude sur la recomposition des systèmes ruraux dans la modernité avancée, semblent confirmer certaines intuitions initiales sur le processus de différenciation des territoires ruraux. Selon le type de territoire rural, il semble bien que le mode de structuration ou de construction sociale de la ruralité soit fort différent et distinct. Cette dynamique est cohérente avec une certaine sociologie qui accorde un poids important à l'environnement et aux structures économiques sur les modes d'être et d'agir ; bref, sur les représentations sociales.

Par ailleurs, le travail sociologique consiste à étudier comment les différents groupes sociaux définissent ou construisent les diverses réalités sociales. Une réalité sociale, comme la ruralité, n'existe pas en dehors des processus discursifs de construction sociale de cet objet en réalité signifiante. Il s'agit alors de comprendre comment cette réalité est produite socialement. Dans le cadre de cette recherche, nous avons constaté que les trois territoires à l'étude correspondaient à autant de ruralités différentes (agricole, forestière et récréo-touristique), trois représentations de la ruralité contemporaine que le sociologue hollandais Jaap Frouws (1998) a mis à jour dans un contexte toutefois

fort différent : celui des Pays-Bas. Dans la MRC des Basques, on retrouve un discours *agri-ruraliste* mettant l'accent sur la dimension sociale de la ruralité. Dans le territoire rural forestier de la MRC Maria Chapdelaine, le *discours utilitariste* met davantage l'emphase sur la dimension économique. Finalement, dans Charlevoix, le discours *hédoniste* valorisant la dimension culturelle de la ruralité est très répandu.

**Tableau 2 : Typologie des systèmes ruraux et représentations de la ruralité**

**Ruralité agricole :** Discours rural axé sur la dimension sociale de la ruralité, sur la qualité de la vie, sur la vitalité des communautés rurales et sur l'efficacité des stratégies de développement local misant sur les capacités de l'entrepreneuriat pour assurer le développement territorial. *Un discours agri-ruraliste mettant l'accent sur la dimension sociale de la ruralité.*

**Ruralité forestière :** Discours rural axé sur une vision de la ruralité comme un réservoir de ressources primaires à exploiter pour créer de la richesse. Ce discours se caractérise par une faible sensibilité écologique. *Un discours utilitariste mettant l'accent sur la dimension économique.*

**Ruralité récréo-touristique :** Discours rural axé sur la dimension paysagère de la ruralité qui incorpore des éléments d'une vision urbaine esthétique de la campagne. Le paysage est vu comme une « aménité » rurale à la base d'un modèle de développement territorial rural. Ce modèle suppose des investissements majeurs de la part de l'État. *Un discours hédoniste valorisant la dimension culturelle de la ruralité.*

Nos enquêtes renforcent l'hypothèse d'un lien entre l'identité rurale d'un territoire donné, le rapport à ce territoire, le mode de régulation sociale et le type de gouvernance que l'on peut identifier sur ce territoire. Dans la MRC des Basques, nous avons affaire à une longue tradition de petits propriétaires fonciers qui ont développé une identité locale forte. Ces ruraux manifestent une capacité d'agir sur leur monde et cela n'est pas sans lien avec le mode de propriété qui domine ce territoire. Pour eux, le développement territorial passe par l'émergence de PME et par la mise en œuvre de stratégies de développement local.

Une expérience récente relatée plus haut, celle de la fermeture soudaine d'une grande usine laitière coopérative, a servi de catalyseur à l'élaboration d'une nouvelle forme de gouvernance locale basée sur la création de PME et la promotion du développement endogène. Dans ce territoire, nous avons l'impression que ce modèle de développement territorial a fait ses preuves.

La grande propriété foncière étatique domine sur de vastes espaces couverts de forêts dans la MRC Maria Chapdelaine. Ces forêts sont exploitées par des entreprises privées appartenant le plus souvent à des intérêts étrangers. La culture rurale est celle des communautés dépendantes de la forêt avec un sentiment de dépossession du monde, de dépendance face aux sociétés multinationales. C'est aussi une forme de culture ouvrière car les ruraux sont des salariés bien rémunérés pour leur travail en forêt ou en usine. La grande usine de transformation de la matière ligneuse représente d'ailleurs un acteur local majeur dans la dynamique de la gouvernance locale. Selon les élites, le développement territorial passe par la grande entreprise. Dans nos entrevues, il est frappant de constater que la plupart des répondants confondent l'histoire de ce territoire à celle de la grande entreprise. Pour les acteurs de ce type de ruralité forestière, le développement local est « une solution de pauvre pour les régions rurales pauvres » comme le disait un intervenant. Le développement passe nécessairement par la capacité d'action de la grande entreprise forestière qui domine d'ailleurs l'économie locale.

Finalement, dans la MRC de Charlevoix-Est, nous sommes face à une économie rurale dominée par le tourisme. Une vieille tradition de tourisme de villégiature s'y est installée au siècle dernier donnant lieu à une culture dépendante et dominée de l'extérieur. L'idée d'un développement territorial approprié par les acteurs locaux apparaît impossible. Au mieux, ces acteurs misent sur une stratégie de développement basé sur des attraits touristiques naturels majeurs. Ils interpellent l'État pour réaliser ce modèle de développement rural. Encore une fois, le rapport à la propriété semble expliquer la gouvernance locale actuelle. Historiquement, avec une très petite propriété foncière sur des terres de piètre qualité agronomique mais d'une grande beauté paysagère, les habitants ont développé une culture de pauvreté et de dépendance vis-à-vis tant de la grande entreprise

présente dans l'exploitation forestière qu'à l'égard des riches familles de la haute bourgeoisie canadienne anglophone.

En parallèle à cette recherche empirique, nous avons réalisé que si la ruralité est une construction sociale, il faut se questionner sur la place des ruraux dans ce processus de construction sociale. À cet égard, force est de constater que les populations rurales, qui ne se sont d'ailleurs pas homogènes, ont peu de contrôle sur l'opinion publique. Elles ne s'expriment guère. Elles n'exercent pas leur droit de parole. Elles se trouvent à vivre quotidiennement une réalité globalement définie par d'autres, ce qui entraîne souvent de la dissonance. Par exemple, au moment où l'on valorise la dimension paysagère de la ruralité, comment les ruraux peuvent-ils apprécier une telle dimension d'un environnement qui n'arrive plus à les faire vivre ?

Nous sommes ainsi conduit à prendre en compte les systèmes de représentation qui s'ajustent aux changements structurels (ou qui semblent souvent les devancer) au point qu'on peut se demander si la dimension symbolique n'est pas aussi puissante pour engendrer le changement social que les révolutions économiques et technologiques. Cette faible appropriation des ruraux ne me semble pas s'améliorer dans la conjoncture actuelle où la ruralité intéresse les populations urbaines qui exigent des comptes sur la manière dont les ruraux protègent l'environnement tout en produisant une alimentation saine. Tout se passe comme si la ruralité devenait soudainement une affaire trop sérieuse pour la laisser aux seules mains des ruraux. Il arrive souvent que ce qui change, ce n'est pas tant la réalité elle-même que nos représentations de cette réalité. De nouvelles formes d'occupation des territoires ruraux se sont mises en place, mais nous sommes mal outillés pour se rendre compte de cette mutation silencieuse.

## **Conclusion : les nouvelles formes d'occupation des territoires ruraux**

L'occupation de l'espace rural a été une préoccupation socio-politique majeure ces dernières décennies au Québec. La récente Politique nationale de la ruralité parle d'une « occupation dynamique du territoire ». Dans cette société jeune, la fonction géopolitique de la ruralité apparaît l'évidence même surtout dans de vastes territoires

nordiques peu propices à l'installation d'établissements humains permanents. Or, on le savait, l'activité agricole est un excellent moyen d'assurer une occupation visible du territoire. La ruralité agricole traditionnelle remplit donc très bien ce rôle géopolitique qui consiste à affirmer une souveraineté nationale sur un territoire. En concomitance aux diverses mesures mises en place afin de contrer l'exode rural et le dépeuplement, de nouveaux rapports à l'espace, tant rural qu'urbain, ont vu le jour. Plusieurs familles classées spontanément urbaines ont une double résidence à la ville et à la campagne. Pareil phénomène est assez pour causer pas mal d'embêtements au Directeur général des élections car la double résidence n'autorise pas le double vote. Les commutations de fin de semaine et les nombreux allers-retours entre la ville et la campagne ne contribuent-ils pas à compliquer davantage la situation (Jean, 1997) ?

Notre conception de l'occupation de l'espace en milieu rural doit être revue en profondeur. Les formes de cette occupation ont radicalement changé depuis un demi-siècle. La notion de « forêt habitée » est certainement un concept utile ici. Elle nous rappelle non seulement le rôle incommensurable de la forêt dans la ruralité québécoise, rôle trop négligé dans nos propres travaux, nous en convenons, mais aussi tous ces autres usages et pratiques qui contribuent à façonner des modes d'occupation originaux de ces territoires. Ainsi, à l'échelle d'une vie, pour un nombre de plus en plus grand de gens, l'identité rurale ou urbaine se brouille. Par le jeu des alternances travail-loisir, de l'habitat, par une sorte d'occupation diffuse de nos immenses massifs forestiers, une nouvelle conception de l'occupation du territoire rural émerge. Quand les ruraux parlent d'occuper le territoire, ils désignent l'occupation permanente de celui qui y tient « feu et lieu ». Le territoire rural est souvent loin d'être abandonné pour autant. Des propriétaires publics ou privés, des modes originaux de mise en valeur, une empreinte bien forte ou occasionnelle de la présence humaine dessinent les contours d'un monde rural nouveau dans la modernité avancée. Un peu partout dans le monde occidental, on observe ce glissement vers une conception de la ruralité comme espace récréo-touristique pour une population urbanisée. Plusieurs expériences de revitalisation rurale ont d'ailleurs misé avec succès sur ces opportunités inédites.

Derrière ces nouvelles pratiques d'occupation des territoires ruraux, il y a la montée en puissance de la conception de la ruralité comme environnement. La nouvelle identité du rural qui prend forme avec cette association n'est pas sans provoquer certaines ambiguïtés. Par ailleurs, nous retrouvons ici l'idée que la vie sur les territoires ruraux de faible densité peut être pleinement significative et signifiante. Elle doit être considérée comme une situation normale et non une situation pathologique. De par leur simple présence sur le territoire national, les ruraux ne constituent-ils pas des acteurs sociaux à part entière dans la modernité avancée ?

## Bibliographie

- ASSOCIATION DES RURALISTES FRANÇAIS. Journée régionale de l'ARF, *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?* Toulouse, Maison de la recherche, Université de Toulouse, Éditions Le Mirail, 1998.
- BOWLER K. Ian, BRYANT C. R. (eds.), *Developing Sustainable Rural Systems* (Conference Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems). Pusan, Korea: Pusan National University Press, 2001.
- CARRIER Mario et COTE Serge (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débats sur la responsabilité du développement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Coll. « Sciences régionales », 2000.
- FALARDEAU Jean-Charles et GARIGUE Philippe, *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968.
- FORTIN Gérald, *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.
- FROUWS Jaap, "The Contested Redefinition of the Countryside. An Analysis of Rural Discourses in the Netherlands", dans *Sociologia Ruralis*, vol. 38, no 1, 1998, pp. 54-68.
- HEMON Louis, *Maria Chapdelaine*, LGF, coll. Livre de Poche, 1975.
- HUGHES Everett C., *Rencontre de deux mondes, la crise d'industrialisation du Canada français*, Les éditions du Boréal Express, 1945, 1972.
- JEAN Bruno, CHEVALIER J., KLEIN J-L. et SZTOKMAN N. (dir.), *De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*, Rimouski-Chicoutimi-Nantes, Coédition GRIDEQ/GRIR/CNRS (URA 915), 1991.
- JEAN Bruno « Les espaces ruraux en mutation. Vers un typologie des dynamiques rurales », *Géographie sociale*, Centre de Publications de

- l'Université de Caen, (12), 1992, pp. 497-506 (Actes du colloque *Quelles campagnes pour demain*, Rennes, février 1991).
- JEAN Bruno, « La lutte au dépeuplement rural : la ruralité face au défi démographique » in *Rebâtir les campagnes*, Trois-Pistoles, Ed. Trois-Pistoles, 1997.
- JEAN Bruno, *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997.
- JEAN Bruno « La construction sociale de la ruralité » in Philippe POULAOUEC-GONIDEC, Sylvain PAQUETTE et Gérald DOMON (dir.), *Le temps du paysage*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, pp. 105-124.
- JOLLIVET Marcel et MATHIEU Nicole (dir.). *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui* Paris, L'Harmattan, 1989.
- KIM K., BOWLER I. and BRYANT C.R. (eds), *Developing Sustainable Rural Systems* (Conference Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems). Pusan, Korea: Pusan National University Press, 2001.
- MENDRAS Henri, *La fin des paysans : changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Paris, Armand Colin, 1970.
- MINER Horace, *Saint-Denis: a french-canadian parish*, Chicago, University of Chicago Presse, c1930, Coll. "Phoenix Books" No 108, 299 p. Traduction française par Jean-Charles Falardeau, *Saint-Denis : un village québécois*, chez Hurtubise HMH, Coll. « Sciences de l'Homme et Humanisme », no 11, 1985.
- POULLE François et Yves GORGEU, *Essai sur l'urbanité rurale*, Paris, Syros, 1997.
- REDFIELD, Robert, *The little community and Peasant society and culture*, Chicago, University of Chicago Press, 1973, c1956.
- VACHON, Bernard (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états. Textes produits aux États Généraux du monde rural*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991.
- WAMPACH, Jean-Pierre, *Agriculture et développement économique au Québec, Productivité et revenu agricole dans une économie industrialisée*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993.



# **Les monographies d'association, outil privilégié de l'observation en milieu urbain et rural ?**

**Béatrice Mésini  
UMR Telemme  
MMSH Aix-en-Provence**

LA QUESTION DE LA PLACE DES ASSOCIATIONS dans la lutte contre l'exclusion prend place dans une sociologie politique interactive centrée à la fois sur la résistance individuelle à l'exclusion et la mobilisation collective des exclus. À l'origine de ces recherches, cette problématique large s'inscrit dans le vécu partagé de modes de résistance à l'exclusion. Dans la quête d'autres oralités se coopte le refus de l'étiquetage et de la désignation sociale d'une génération qui ne connaît, depuis les bancs d'écoles, que l'affirmation des filières bouchées et le chômage.

Les positions de chômeurs questionnés dans mes travaux de maîtrise et de DEA (à travers le syndicat national des chômeurs de M. Pagat et les associations émergentes), les Rmistes interrogés dans ma thèse (avec la particularité d'être bénéficiaire du RMI et de construire l'entre-nous en travaillant avec un collectif d'insertion réunissant de façon transversale les institutions du pays salonais) ainsi que les Hors-statuts qui ne témoignent qu'en acte (projet de recrutement CNRS) sont les figures de notre temps. Dotés d'une reconnaissance politique, de statuts conditionnés (comprenant des droits, des devoirs) et encadrés par des institutions spécifiques, ont-ils assimilés leur appartenance à un groupe distinct des autres entités qui composent la société ? Peut-on parler des exclus comme un sujet collectif ou faut-il s'effacer derrière l'hétérogénéité de l'ensemble pour n'observer que la pluralité de cette résurgence historique ?

En développant la problématique suggérée par l'intitulé de ce chantier de l'Observatoire « Exclusion sociale, ségrégation spatiale : le rôle des associations dans la production de solidarité », je positionnerai

aux côtés des logiques d'exclusion sociale et de ségrégation spatiale celle de minoration des identités culturelles : les pauvres et les exclus ont constamment endossés le costume des appartenances et identités balayées par l'Histoire quand ils n'ont pas été érigés en « idiots culturels » ou définis comme « redoublant les handicaps »

De plus, j'interrogerai non seulement le rôle des associations, mais aussi celui des communautés et des réseaux dans la production de solidarité(s). Définie par la loi de 1901 comme la « convention par laquelle une ou plusieurs personnes mettent en commun, de façon permanente, leur connaissance ou leur activité dans un autre but que de partager les bénéfices », l'association connaît une vitalité exceptionnelle depuis trente ans. Pour l'histoire, on peut mentionner qu'environ de l'ordre de 700 000 au cours des années 1990-1992, elles uniraient 46 % de français et seraient passées de 12 000 créations en 1960 à 70 000 en 1992 (Barthélémy, 1994). Cette définition minimaliste de l'association nous autorise d'autre part à envisager d'autres fondements de l'action commune tels le partage d'un combat, d'une culture et d'une mémoire qui mettent en scène deux autres associations<sup>1</sup> : les communautés et les réseaux.

C'est pourquoi les formes de regroupements ici présentées sont analysées à travers le prisme de la communalisation c'est-à-dire que les dynamiques de relations et d'actions qui fondent le sentiment d'appartenance à une communauté de vie. L'on passe de l'affiliation contractuelle associative à la dimension intersubjective et intercompréhensive des rapports sociaux et culturels. Comme le soulignent J. L. Laville et R. Sainsaulieu (1997, pp. 64-65) : « Les communautés modernes prennent la forme d'un lien non contractuel reliant les individus indépendants et séparés. La modernité ne saurait être appréhendée comme le temps de la disparition graduelle des relations communautaires. Elle se définit plutôt par une relativisation des formes d'appartenance qui va de pair avec une affirmation des relations sociétaires et une pluralité de communautés vécues. »

Les passerelles entre ces trois types de collectifs ne manquent pas. Comme l'a souligné A. Battegay lors du séminaire interministériel « Culture, cultures, médiations », qui s'est tenu à Marseille en mars

---

<sup>1</sup> M. WEBER les définit sur le fondement d'un compromis d'intérêt.

1998, les associations construisent leurs lieux en fonction des sites, des modes de territorialisation, des offres. Leur légitimité se construit dans les failles des institutions publiques. Elles assument principalement une fonction locale contre une logique de projet imposée, sans concertation préalable. Dans ces perspectives, elles impriment un réel passage vers le communautaire en consacrant des rites d'entrée, en conformant une identité collective et en développant des langues et des langages. Ce sont des fabriques de « nous » comme condition d'accès au pilotage de l'action publique<sup>2</sup>. »

### **La monographie est une méthode privilégiée dans l'observation des mouvements sociaux**

Outil emprunté au préalable à l'ethnologie, la monographie désigne à la fois une méthode spécifique d'enquête et une forme d'exposition des résultats de la recherche. Fondée sur une démarche inductive qui privilégie l'observation directe et prolongée des faits, la méthode s'est développée en réaction aux courants spéculatifs (évolutionnisme, diffusionnisme) de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début XX<sup>e</sup> siècle, est tombée quelque peu en désuétude avant de s'imposer dans les années 50 en ethnologie, sous l'influence de l'ethnologie exotique et de disciplines voisines (histoire, géographie humaine, démographie) et en réaction à l'ethnologie de salon et de « cabinet ». L'essor de ces études s'inscrit dans le développement des courants fonctionnaliste et structuraliste mettant l'accent sur les interactions et les frontières entre les éléments constitutifs d'objets multiples (commune, village, famille, campement, tribu, paysannerie...).

Dans tous les cas, on passe par l'emboîtement des échelles de l'observation : vécu des acteurs-sujets, production de la société et construction du chercheur. Pour favoriser l'exhaustivité des analyses au regard du corpus de 800 pages (Mesini, Pelen, Guilhaumou, 2004), nous avons travaillé à trois en éprouvant la pluridisciplinarité de l'histoire, l'ethnologie, la géographie et la sociologie. Nous cherchions à mettre en

---

<sup>2</sup> Intervention lors du séminaire interministériel – Culture, FAS, Plan Urbain, DIV, Jeunesse et sports – « Culture, cultures, médiations », 10 et 11 mars 1998, Marseille, La Friche de la Belle de Mai.

perspective le temps long des communautés urbaines et rurales de tradition avec les dynamiques irruptives, de l'événement et des communautés émergentes, qui semblait rendre compte et tisser les mailles d'un récit collectif.

Les résultats exposés ci-après procèdent d'une recherche intitulée *La résistance à l'exclusion*. Récits de soi et du monde. Marseille et la vallée du Tarn. Initiée en 1993 par moi-même en association avec Jean-Noël Pelen, ethnologue, à partir de 1994, elle s'est étayée d'une analyse de Jacques Guilhaumou, en tant que linguiste, à partir de 1996. Ces travaux ont bénéficié de deux appuis :

– en premier lieu, celui de la mission du Patrimoine ethnologique du ministère de la Culture et de la Communication qui, sous le titre du projet *Identités d'“exclus”*. *Dynamiques sociales, culturelles et territoriales. Marseille et vallée du Tarn*, présenté par B. Mésini et J.-N. Pelen, l'a financée au sein d'un appel d'offres consacré au *Lien social dans les périphéries urbaines* ;

– en second lieu, l'appui du CNRS, qui l'a pour sa part financée dans le cadre de l'appel d'offres *Modes de participation et processus d'exclusion*, et ce au sein d'une réponse collective de chercheurs de divers laboratoires d'Aix-en-Provence et sous le titre *Dynamiques des appartenances et formes de mobilisation : Marseille*<sup>3</sup>.

Sans entrer dans le détail dénoté des textes, dans la factualité rapportée, Jean-Noël Pelen inscrit en premier lieu une *Ethnographie du récit*, au travers de laquelle est interrogé le fait même de narrer sa vie et d'accepter de le faire. Dans un second temps, sous le titre *Un récit construit ensemble*, Jacques Guilhaumou historien linguiste procède à une analyse de la trajectoire narrative. Cette approche conduit naturellement à interroger le statut plus *politique* (au sens large) de ce positionnement, en voie de porter la parole, de situer le narrateur comme *porte-parole*. Troisièmement, j'ai travaillé la question de *La résistance à l'exclusion*, en mettant à jour les dynamiques spatiales, sociales et culturelles des appartenances et des solidarités.

Ces trois approches nous apparaissent originales et complémentaires. Les discours des témoins ne sont pas instrumentalisés,

---

<sup>3</sup> Chercheurs et équipes concernés, en dehors des signataires du présent rapport : Sébastien DARBON (LEMC), André DONZEL (LAMES), Françoise LORCERIE (IREMAM), Laurence ROULLEAU-BERGER (LEST).

en effet, pour argumenter une production scientifique ou une analyse des déterminations sociales qui font le plus souvent l'économie de leur dynamique propre, c'est-à-dire de leur réalité et en définitive de leur contenu. On dépasse ici l'analyse interne ou monographique de la production discursive pour la confronter à la réalité du monde, à la multiplicité des discours, tout à la fois contraignantes mais néanmoins travaillées par la parole et les actes. Nous nous efforçons d'élaborer le contenu des témoignages, des observations et des échanges en le considérant depuis sa source même, l'énonciation de l'être, jusqu'à son sens le plus large, la narration du Monde.

Nous avons « dérivé »<sup>4</sup> avec J. Noël Pelen, ethnologue, durant trois ans, participant aux actions, marches, manifestations, fêtes, rassemblements qui présupposaient, dans la fusion de l'identité collective « je/nous », la production volontariste de formes sociales, culturelles et spatiales organisant la résistance. En deçà des institutions, nous explorions les espaces producteurs d'actions, de paroles et d'écrits qui décalaient et renversaient les traits de soumission, de galère et de misère véhiculés par l'exclusion. Nous ne cherchions pas tant des lieux de survie que des unités de vie dans leur épreuve avec le temps. C'est pourquoi se nouent dans les méandres des récits recueillis, des mémoires unissant les racines du passé et l'aléa du présent, le constitué et l'émergent, la destinée individuelle et celle collective des groupes rencontrés.

Sur les deux terrains, rural et urbain, le « choix » des témoins s'est effectué à partir d'un témoin de départ. Dans le Tarn, ce fut Daniel, dont la revendication d'une ascendance sarde, d'une origine rurale et d'une culture occitane historiquement minorée ainsi que la cécité nous paraissaient un champ d'interrogation riche sur la résistance de l'identité. À Marseille, ce témoin, rencontré « par hasard » à la Fraternité de la Belle de Mai, a été Yannick, qui venait de fonder l'association de Défense des Rmistes. Depuis ceux-ci, nous avons suivi deux cheminements qui nous emmenaient à la rencontre des autres, considérant que la multiplication des « figures » individuelles, à l'instar

---

<sup>4</sup> La dérive se présente comme une technique de passage à travers des ambiances variées.

des déclinaisons d'images d'un kaléidoscope, donnerait l'idée du mouvement de la déclinaison, sans pour autant l'épuiser.

Après un an de pré-enquête, nous avons réalisé des monographies construites à partir de deux terrains (Marseille et la Vallée du Tarn), de six espaces associatifs et ou communautaires (quatre en milieu urbain, deux en milieu rural) et de 11 biographies. Elles mettent en interaction six niveaux de l'observation :

- celui des territoires saisis aux travers d'indicateurs économiques et sociaux et de traits des milieux écologiques ;
- des identités individuelles et collectives appréhendées dans la double dimension de biographies croisées sur les bases d'un récit de vie et d'un entretien thématique et de collectifs mobilisés sur la question de leur devenir. Le passage de l'identité individuelle à l'identité collective n'était pas pré-construit dans la problématique initiale. En projetant en arrière-plan des événements vécus des morceaux d'histoire collective, des espaces d'activités et de relations durables et des aires circonscrites de l'espace géographique, les témoignages oscillent entre identisation<sup>5</sup> et communalisation<sup>6</sup> ;
- des cultures et des cultes activés et bricolés à base de rituels, symboles, signes, sens et de représentations du monde. La culture réalise un *continuum* entre la subjectivité et les figures matérielles de la campagne et de la ville ; elle apparaît comme un composite formé de l'héritage des anciens et de l'apprentissage de nouvelles normes et valeurs. Par exemple le rap occitan ;
- des socialités à la fois répertoire de compétences et réservoir de pratiques. La socialité est l'expression quotidienne et tangible de la solidarité de base, le sociétal en acte, le sociétal se définissant comme les caractéristiques de l'être ensemble qui dépasse la simple association rationnelle (Maffesoli, 1988). Les groupes d'appartenances s'emboîtent les uns dans les autres, de la filiation réduite à celles de familles composites : la troupe, de la « tribu », les amis jusqu'à l'inclusion dans le grand Nous du genre humain ;

---

<sup>5</sup> Analyse psychologique du processus actif et réactif de construction/attestation de l'identité.

<sup>6</sup> Exploré par M. WEBER, le concept de communalisation envisage comment les individus orientent leurs activités d'après le sentiment d'appartenance à une même communauté.

– des modes de résistance juridiques, politiques et idéologiques dans la structuration d'une plate-forme de revendications pouvant servir de support à l'action collective. Contre l'exclusion, la mobilisation en faveur des droits unifie les termes d'un débat sur les identités vécues par-delà les statuts des chômeurs, des Rmistes, des handicapés, des malades, des précaires, des clandestins. Si la question du droit devient centrale, c'est parce que la légitimité du pacte politique qu'il instaure a pour corollaire la relativité des formes d'intégration qu'il institue. En cela, il devrait être un outil réactualisant sans cesse le respect de la condition humaine (Mesini, 1996-1997).

### **Associations, communautés et réseaux sont des espaces collectifs d'intégration**

Ces lieux, d'échelles diverses, effectuent un travail de rassemblement, d'information, de représentation et de « conscientisation » des populations « exclues ». Cet argument rejoint celui que C. de Saint-Pierre met en avant dans son approche des groupements confessionnels et associatifs : si les regroupements développent aujourd'hui des « activités liées à la solidarité, au développement individuel, à l'expression ethno-culturelle et l'affirmation d'une croyance » (1995, p. 20), ils ne constituent pas des « mondes à part » (1995, p. 4), mais des espaces singuliers d'intégration qui rompent avec la façon dont les acteurs dominants pensent, dénomment et catégorisent le social.

À Marseille, nous avons travaillé avec quatre associations dont les actions se croisent et se complètent, à l'image des individus qui les animent :

– l'association *Agir&Réagir*, créée en septembre 1994, regroupant spécifiquement des Rmistes et des personnes solidaires, « un lieu où faire changer l'image du Rmiste à ses propres yeux et à ceux des autres [...], une force de représentation des bénéficiaires du RMI, un moteur de leurs revendications légitimes concernant les problèmes rencontrés par rapport à l'allocation et à l'insertion »<sup>7</sup>. L'association, présidée par Yannick Lopez et regroupant au départ une quarantaine d'adhérents, a

---

<sup>7</sup> Cette citation, comme les suivantes, est extraite de textes de présentation proposés par les associations elles-mêmes.

été créée en partenariat avec les cellules d'appui des III<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements de Marseille et les membres du comité de rédaction de la gazette départementale du RMI, *Robinson*. Constatant le manque d'information, l'isolement et la dévalorisation du statut d'« allocataire du RMI », elle entend tout d'abord dynamiser les rencontres et les échanges entre les bénéficiaires (35 000 à Marseille), mais aussi coordonner la formalisation de projets collectifs et le montage d'actions sur le terrain. Il est envisagé en outre d'organiser l'action pour favoriser l'accès à la culture, de créer un réseau d'échange de services et de savoirs, de servir de force de proposition dans la ville. Les statuts mentionnent l'objectif d'affirmation de la citoyenneté et stipulent, dans l'article VI, que l'association n'a aucune appartenance politique, religieuse ou syndicale ;

– *la Fraternité de la Belle de Mai*, d'obédience protestante, qui mène depuis 1985 des actions en direction de et avec « les chômeurs, les personnes en situation de précarité et les personnes solidaires », avec pour « enjeux majeurs : l'émancipation des individus et la recomposition du tissu social. » Émanation de la Mission populaire évangélique (organisme né dans la mouvance protestante au lendemain de la Commune de Paris pour être un lieu de témoignage et de transformation sociale), l'association définit sa vocation autour de trois secteurs fondamentaux d'activités : l'aide directe aux chômeurs, la convivialité et la militance. La charte définit quatre axes à l'association : « être un lieu en recherche où l'utopie d'une société juste dans un monde solidaire rassemble et mobilise tous ceux et celles qui refusent la fatalité de la solitude, de la ségrégation raciale et des inégalités sociales et sexuelles ; un lieu qui témoigne, où chacun, quelles que soient ses convictions politiques, philosophiques et religieuses, peut partager son espoir en l'être humain, et/ou sa foi en Dieu, quel que soit le nom qu'il lui donne ; un lieu militant où des exclus et des personnes solidaires, français et étrangers, s'unissent pour réaliser et défendre une véritable citoyenneté pour tous et s'attachent à créer la place que leur refuse notre société ; un lieu solidaire, où chacun se met, sans esprit de culpabilité ni de supériorité, à l'écoute des victimes de la domination et de l'exclusion, et s'engage sur le chemin de la transformation nécessaire de son mode de penser et de vivre » ;

– dans le sillage des comités du DAL qui se créent depuis 1990 sur l'ensemble du territoire national, le *Droit Au Logement-Provence Unie* existe à Marseille depuis le 9 février 1994. Se définissant comme une association de lutte contre l'exclusion pour la défense du droit au logement pour tous : « Avoir un toit, vivre dans un lieu décent sont des droits élémentaires. Avec les mal-logés, les sans-abri, avec vous, nous nous battons pour qu'ils soient respectés<sup>8</sup>. » Les 2 000 sans-logis, les 10 000 demandes de logements HLM non satisfaites chaque année sont opposés aux 34 500 logements vacants, comptabilisés sur la ville d'après le recensement général de la population en 1990.

La défense du droit au logement passe par la réalisation et l'accès au savoir : « Mais il y a un autre droit élémentaire, c'est le droit de savoir. Le savoir, c'est le pouvoir et partager le savoir, c'est partager le pouvoir. » (Teisseire, 1995). En relation avec la création à Paris, le 24 janvier 1995, de l'association *DROITS devant !*, le but est « la création et la gestion d'un espace de partage des savoirs, d'échange de compétences et de création de solidarité [...]. » Les relations du droit au logement et de *DROITS Devant !* sont définies comme « liées et complémentaires : des bâtiments pour des hommes et des activités, la défense de tous les droits élémentaires et de tous ceux qui en découlent ; des actions concrètes et non-violentes [réquisitions et organisations d'activités] pour lutter contre l'exclusion<sup>9</sup> » ;

– enfin les *Générik Vapeur*, troupe de théâtre de rue, basée dans les anciens abattoirs de la ville. L'association, installée depuis 1989 sur la base d'un bail précaire dans ce lieu gigantesque, en partage la responsabilité administrative avec une vingtaine d'autres associations et compagnies artistiques ; elle y a installé des bureaux, des ateliers de mécanique, de construction, de décors, de costumes et de musique.

En milieu rural, la vallée du Tarn, mais aussi en Aveyron et dans les Pyrénées, nous avons rencontré deux espaces « communautaires » : celui de l'association *GEMP/La Talvera*, qui « œuvre à la conservation et à la diffusion du patrimoine culturel occitan » – modèle historiquement exclu –, et qui se lie au territoire rural traditionnel dans ses dimensions les plus déclassées en en réifiant

---

<sup>8</sup> *Le JOUR-DAL*, journal du DAL de Marseille, avril 1995.

<sup>9</sup> *DROITS devant!*, journal du DAL de Paris, no 2, mai 1995.

le patrimoine « immatériel » par l'enregistrement et la publication de sa « mémoire », la création artistique militante, la pratique de rituels festifs de refondation.

L'association *La Talvera* a été fondée en 1979 sous l'impulsion notable de Daniel Loddo, qui en est le président. À ses débuts, elle fut constituée avec la participation étroite de la famille de Daniel, frères et sœurs notamment. L'adoption de la langue occitane est au préalable une démarche plus « gauchiste » que culturelle. À l'instar du Larzac, il s'agit de défendre une langue au même titre qu'un territoire menacé par l'armée ou le nucléaire.

La dénomination *La Talvera* est inspirée du poème de Jan Bodon : *Es sus la talvera qu'es la libertat* (C'est sur le bord du champ, non labouré, que se trouve la liberté). Cette désignation fait référence à ce qui, au bord du champ, reste « sauvage », sans nier le rapport que cette marge entretient avec le champ lui-même. Les objectifs de *La Talvera*, nettement inspirés des origines et de l'histoire de vie de Daniel, sont donc de défendre et de promouvoir ce qui pousse sur le bord du champ, ce dernier étant considéré comme une représentation de l'histoire et de la centralité. L'article 2 des statuts, révisé en 1994, stipule :

Cette association a pour objet :

- la recherche, l'archivage, la conservation, la restitution, l'édition et la diffusion dans les domaines de l'ethnomusicologie et de l'ethnologie des pays de culture occitane ou d'autres régions du monde. [...]
- l'animation et la création autour des musiques traditionnelles, de l'ensemble de la culture occitane, et de l'environnement sonore.

Aujourd'hui, l'association a considérablement élargi sa base d'action puisque, après avoir longtemps été localisée chez Daniel, elle est désormais installée à Cordes dans de très beaux locaux, reçoit des aides des institutions communales, départementales, régionales et nationales (certes toujours à reconquérir), et emploie cinq salariés. L'assemblée générale rassemble environ une trentaine de membres.

Le deuxième espace investigué est celui des « Indiens » de la *Rainbow Family*, mouvement de néo-ruralisme né il y a une trentaine d'années, et qui offre une multitude d'intérêts : habitat et habiter spécifiques [le « tipi » et la « forêt »], semi-nomadisme, fort sentiment communautaire transmis au sein d'un réseau extrêmement large

s'étendant de la ruralité la plus excentrée jusqu'aux villes de divers pays par le lien du « rassemblement ».

La *Nation de l'Arc-en-ciel* est une grande « famille » internationale qui puise ses racines dans une commune histoire de résistance aux dogmes de l'impérialisme et du consumérisme américain. Les premières rencontres américaines remontent à 1972 et à 1983 en Europe. Profondément ancrées dans les grands festivals communautaires qui ont marqués le tournant des années 70, aux États-Unis – Woodstock (1968), Vortex I, *Biodegradable Festival of Life* qui rassemble 75 000 personnes en 1970 –, ces assemblées pacifiques sont les moyens par lesquels *Hippies* et *Flower's children* prennent l'initiative d'une parole collective en faveur de la paix, de l'amour et de la liberté. « Les rassemblements visent à mettre au monde un système alternatif d'esprit, de vie, d'organisations et d'échanges. Ils constituent une réponse biologique et non-commerciale au besoin des gens de se réunir pour la paix et la guérison de la Planète et sont toujours célébrés dans un lieu reculé, en pleine nature, gratuit et ouvert à tout le monde<sup>10</sup>. » Si tout est échangé, savoirs comme avoirs, rien ne l'est contre de l'argent ; l'argent est destiné au « chapeau magique » qui tourne durant les repas, pour les besoins de tous.

Il y a chaque année plusieurs *Rainbow* nationaux et un *Rainbow* international – en général l'été. En Amérique du Nord, les forêts de plus de vingt États ont accueilli des rassemblements tandis que les rencontres en Europe ont eu lieu dans les Alpes italiennes en 1984, en Toscane en 1985, dans les Pyrénées orientales en 1986, au nord-ouest de l'Espagne en 1987 et 1988, en Norvège en 1989, en Autriche en 1990, en Pologne en 1991 et 1992, au cœur de l'Irlande en 1993, en Slovénie en 1994, en République tchèque en 1995, au Portugal en 1996, en Écosse et en Grèce en 1997. D'autres caravanes sont aussi parties en Belgique, Nouvelle-Zélande, Israël et au Maroc...

*La Nation de l'arc-en-ciel* se compose d'êtres qui reconnaissent l'essentielle unité de l'Humanité et de toute la Création. Choissant de s'organiser dans un esprit de coopération et de fraternité, ils recherchent un chemin d'harmonie pour la vie. « Nous, membres de cette *Nation*, déclarons notre interdépendance, accordant à chacun sa liberté et sa

---

<sup>10</sup> Courrier du Rassemblement pacifique dans les Pyrénées, 1-11 octobre 1995.

responsabilité [...]. *La Nation de l'Arc-en-ciel* ne doit pas être confondue avec un nouveau groupe en plus des nombreux groupes déjà existants : elle aide à franchir les barrières des différences et offre une possibilité d'enrichissement mutuel, excluant toute classification ou discrimination<sup>11</sup>. »

La sphère associative peine aujourd'hui dans les faits à s'affranchir de la double évaluation : finalités des projets et accès aux financements. Comme le relève R. Sainsaulieu, « les ressources disponibles pour les associations sont de plus en plus dépendantes de leur capacité à générer des opportunités d'insertion » (Sainsaulieu, Laville, 1997, p. 370). Il s'agit là d'un dysfonctionnement majeur du financement public des associations : souvent utilisées comme des auxiliaires convoquées pour « apporter 'un supplément d'âme' à des procédures qui sinon resteraient trop marquées par une approche technicienne du social » (Sainsaulieu, Laville, 1997, p. 375), elles sont largement instrumentalisées en fonction de leur efficacité, voire de leur rendement et de leur capacité intégratrice à court terme. L'exemple d'*Agir&Réagir* est de ce point de vue illustratif, puisque les aides départementales, dont l'association bénéficiait depuis 1996, ont été suspendues en 1999.

En faisant émerger les territoires de Marseille et de la vallée du Tarn au centre de la réflexion, l'approche spatialisée permet d'envisager comment ces espaces solidaires en interaction [associations, « communautés » et réseaux] sont producteurs d'appartenances résistantes qui mettent en convergence des expériences multiples pour maintenir l'individu en relation.

## **Milieux urbain/rural, la mise en réseau des solidarités**

À travers la mise en parallèle des récits et des écrits collectés (tracts, articles, journaux), il s'agit de saisir en quoi les milieux urbain et rural construisent des types d'alliances, co-produisent des actions collectives et élaborent finalement des modes d'interdépendance entre les

---

<sup>11</sup> Courrier d'invitation au Rassemblement pacifique dans les Pyrénées françaises, *op. cit.*

territoires, les cultures et les individus mobilisés contre « leur » exclusion.

Les milieux urbain et rural sont questionnés en résonance puisque cela permet de prendre en compte les mobilités, les flux et les échanges entre les villes et les campagnes. Ce choix a été dicté par l'observation *in situ* d'un double mouvement de mise à distance des centres et de « réinventions » des périphéries industrielles ou champêtres. Le mouvement de départ des villes vers les périphéries s'accroît, parce que l'on n'a plus ou pas les moyens de subvenir dans les centres urbains, que l'on souhaite rompre avec les dérives de « Babylone » ou que l'on souhaite exister dans un espace de vie naturel et non plus survivre dans les villes saturées.

Bon, la ville, c'est un milieu d'échanges, c'est un lieu d'échanges, de réunions et de communications, d'échanges d'informations, de tas de choses... Elle est faite pour ça la ville. Elle permet aux gens de se réunir, de se défendre plus facilement. Mais pour l'instant, la ville, c'est une hallucination cauchemardesque. C'est le temple du matérialisme. Et de l'avidité, de l'ignorance<sup>12</sup>.

Quand les industriels désertent la ville, ils laissent des friches : 600 hectares à Marseille. Alors les cultures et les socialités réinventent la ville en s'agrippant aux parcelles délaissées qui prolifèrent sur les décombres du passé : sur les docks d'un port endormi, dans les entrepôts du centre-ville ou à la périphérie. Ces friches libres et désaffectées doivent « servir de lieux temporaires d'exploration, d'invention et de transformation ».

La distance aux normes produites par la société se subjectivise dans des métaphores spatiales, expressions de milieux d'appartenance. La forêt, c'est un milieu généreux :

De toute façon j'avais cette conviction profonde qu'il fallait que je me retrouve dans un Univers vrai pour réapprendre la vérité, les vérités, enfin les miennes en l'occurrence parce que c'est toujours une histoire de situation la vérité. « Chaque milieu est déterminé par la pensée et chaque pensée détermine un milieu. » Quand tu es dans un décor de ville, c'est agressif, c'est gris, c'est carré, des bruits sans arrêt, les gens ça les rend caractériels. La forêt te rend pas caractériel : elle te met devant le fait

---

<sup>12</sup> ZONPO, entretien thématique (version longue), p. 4.

accompli. Quand il fait froid, si t'as pas ramassé de bois, tu te les gèles, mais t'as le moyen d'aller chercher du bois. Elle apprend... Une faculté de la nature c'est de donner : elle donne. T'as qu'à te servir<sup>13</sup>.

Ainsi la « nature », très diversement spécifiée dans les témoignages, se présente de plusieurs façons en emboîtant des appartenances d'échelles différentes : l'on passe tour à tour de la conception substantialiste de la forêt à celle plus universaliste de la Terre et de l'Univers.

Je m'estime appartenir à la Terre, à la forêt, mais je ne pense pas qu'elles puissent m'appartenir.[...] Mais je pense que quand on a des sous et qu'on achète un lopin de terre pour être tranquille, ça ferme une espèce de case philosophique. C'est un tout petit détail, mais qui engendre une erreur par la suite, la soi-disant faculté de l'homme de posséder la Terre. Moi, ma seule possession c'est l'endroit où j'ai déraciné des fougères et où j'ai planté des légumes. Je prends les légumes, et une fois que la nature aura repoussé dessus, il ne restera rien sur le lieu. Une fois que les arbres auront repoussé, j'aurai abandonné le terrain. Le territoire, au niveau subjectif, c'est les endroits où j'ai fait courir un fil électrique pour garder mes chevaux, les jardins que j'ai labourés. Mais c'est complètement éphémère. Au bout de six mois, c'est plus mes territoires! Mon territoire, c'est la planète. C'est les friches, c'est les terrains abandonnés<sup>14</sup>.

On a notre petit territoire à nous, qu'on s'approprie en fait. Mais après, le territoire, ça ne veut rien dire pour moi, c'est la Terre. Sur l'humanité, le territoire c'est mettre toujours des frontières [...]. Territoire, pour moi, c'est la marche : on est libre, c'est la liberté, voilà. Ça devrait être la liberté. Ça m'inspire ça le territoire : j'ai enlevé les frontières [...]. On devrait dire : « On est des Terriens », et pas autre chose, et pas des Français, des Arabes, des Algériens ou des Européens... C'est animal pour moi [...] Territoire ça me fait penser au Front National, c'est grave tu vois. Alors que Terre, ça me fait penser à la liberté<sup>15</sup>.

Je dirai la conscience, la conscience du cosmos, si tu as la conscience que tu fais partie d'un tout, qui est immense. Regarde une fourmi, c'est tout petit et dans la nature il y a tout, les humains, les arbres, les animaux, les insectes, les plantes, les êtres vivants qui sont sur cette planète, et dont on fait partie. Et quand tu te déplaces d'une colline à l'autre, d'une vallée à

---

<sup>13</sup> ZONPO, *Récit de vie*, p. 8 et 11.

<sup>14</sup> ZONPO, *op. cit.*, p. 14.

<sup>15</sup> NOUNOURS, entretien thématique, pp. 37 et 38.

l'autre ou d'un pays à l'autre, ça change et c'est différent mais c'est toujours beau. Tout ça aussi est en relation avec le cosmos<sup>16</sup>.

Dans les villes et campagnes s'unissent ceux qui ont choisi de cultiver librement les friches au lieu de s'enfermer dans le ghetto des zones franches ou de revitalisation rurale.

La réalité c'est le vent, c'est les arbres, les plantes, le soleil, la pluie, ça c'est la vraie réalité. C'est la réalité au sens... Réalité c'est la même racine que royaume. Ça a un sens très profond. Et eux, ces gens-là, ces politiciens, ils sont complètement en dehors de toute réalité, ils sont complètement dans le paraître, dans le matérialisme, et eux ils sont vraiment, c'est des fous dangereux. Parce qu'en même temps ils s'arrangent pour qu'on n'ait aucun moyen de modifier le système social de façon à se rapprocher d'une certaine harmonie avec nos semblables et avec la nature<sup>17</sup>.

Si la nature reprend ses droits en nourrissant une, cent ou mille personnes dans des zones reculées et arides, l'espace et le temps créent du lien en expérimentant de nouvelles solidarités situées à la rencontre de pratiques et de savoirs sur le monde.

Alors, moi, j'ai choisi une voie un peu à part, mais je la mène jusqu'au bout, je la fais bien si tu veux : que ce soit tipi, chevaux, famille, production biologique, soigner par les plantes, tout ça... Je choisis une vie en marge de la société justement pour pouvoir la faire bien parce qu'il y a trop de choses je trouve<sup>18</sup>.

Nous avons collectivement bâti une société de consommation et du « jetable », objets jetables et personnes jetables [...]. Si nous refusons d'être des « êtres jetables », alors nous devons refuser de considérer la nature comme un objet jetable, car c'est notre berceau que nous viron<sup>19</sup>.

De plus, le recours explicite à la déconsommation et aux échanges solidaires au cœur des villes est une réactivation du partage qui débouche plus largement sur des pratiques d'autoproduction, d'autoconsommation. Je pense notamment au jardin d'insertion créé à Marseille par la Fraternité (mais sans m'étendre, car peut-être J. N. Consalès nous exposera ses travaux de thèse sur les jardins familiaux et

---

<sup>16</sup> REGIS, entretien thématique, p. 6.

<sup>17</sup> ZONPO, *op. cit.*, pp. 5 et 6.

<sup>18</sup> REGIS, entretien thématique, p. 5.

<sup>19</sup> J. P. CAVALIE, *op. cit.*

collectifs dans l'arc méditerranéen), ainsi qu'au DAL qui essaye actuellement de récupérer une friche en dehors de Marseille.

La mise en œuvre de l'autonomie alimentaire permet la réalisation – effective et symbolique – du refus de la dépendance économique, politique et sociale programmée par la société marchande. Les vertus de la terre sont en effet aujourd'hui défendues par de nombreux groupes engagés dans la pratique de l'écologie. Ainsi en est-il de l'*Ecovillage* et de l'*Oasis*, « écosystème artificiel (permaculture), île de survie sur des territoires généralement arides et inhospitaliers qui s'offre comme alternative à l'actuelle crise des villes : entre les dérives des villes surpeuplées ou évoluent misère, exclusion et violence et des campagnes où évoluent abandon et friches, notre conviction est qu'un nouveau projet de société n'est possible, au nord comme au sud, que par la synthèse des valeurs et des acquis du monde rural et de la société urbaine<sup>20</sup> ».

L'*Ecovillage* est une construction vivante en devenir, composée de la vitalité de ceux qui y participent. La gamme des activités génère une économie locale sur la base de l'agriculture biodynamique, de l'accueil, de stages, d'art et d'artisanat. Chaque écovillage a son fonctionnement propre : il peut être petit – Ecohameau – ou plus important – Ecocité. Elles sont fondées sur deux principes : d'une part, le respect de l'environnement, basé sur l'emploi de matériaux et techniques non polluants, ainsi que le recyclage des déchets ; d'autre part, le respect l'être humain par la pratique de la solidarité, d'une économie à l'échelle humaine incluant les SELS et la démocratie directe<sup>21</sup>. Autre expérience initiée tant par les urbains que par les ruraux, les *Jardins de Cocagne* qui permettent d'établir de nouveaux liens entre les productions et les familles de consommateurs qui reçoivent, en échange d'une action dans l'association, des légumes biologiques toutes les semaines.

Quand bien même ces initiatives et expériences seraient invalidées par le temps dans leurs actions, elles nous orientent sur le sens d'une exploration sensible des vécus à une échelle que ni les indicateurs, ni les statistiques, ni les typologies ne peuvent restituer.

---

<sup>20</sup> *Manifeste pour des Oasis en Tous Lieux, op. cit*, p. 11.

<sup>21</sup> Texte de présentation de l'association *Ecovillages* en Provence.

## **Mémoire, histoire et événement, la production d'un récit collectif**

La démarche inductive de la méthode monographique nous tire du côté de l'envers, auquel nous renvoient, comme un miroir, les marges d'une société moderne qui érige en devoir l'intégration de tous ses membres. Quels sens les témoignages donnent-ils à l'exclusion ? Quelles logiques collectives permettent de négocier l'ostracisme ? Quelles relations s'instaurent avec la société dans un rapport distancié et non plus médiatisé par elle ? Quelles identités se cristallisent en réaction aux modes d'assignation juridique, politique, territoriale, sociale et culturelle (Mésini, 1995) ? Quelle Histoire se met alors en scène dans ces passés visités ? Si la résistance des territoires et la mobilisation des identités s'incarnent en dynamiques d'appartenances revendiquées contre la production idéologique des « exclus de l'histoire », l'espace, le temps la mémoire interrogent le concept d'exclusion comme représentation historiquement déterminée d'une distance aux normes de la société et aux bornes de la communauté humaine.

La saillance de l'exclusion au cœur des sociétés « modernes » nous pousse à prendre en compte l'inscription de cet enjeu dans le temps long. Le fondement même de l'ensemble social que constituent les pauvres est le produit d'une évolution historique, juridique, politique et sociale. La définition préalable de l'exclu est à rechercher dans ce travail historique de dévoilement : quels sont les modes d'inclusion, d'éviction et de répression au cours des siècles, quelle déconstruction-reconstruction peut-on faire des représentations liées à la pauvreté et dynamisées aujourd'hui dans le champ de l'exclusion ? C'est ce gros chantier que je débroussaille depuis 15 ans dévoilant face à face les figures historiques de l'exclu – du métèque, paria, mendiant, vagabond, pauvre, marginal, nouveau pauvre et les catégorisations morales, institutionnelles, juridiques et politiques – indigent, vulnérable, assisté, chômeurs, Rmistes...

Les formes actuelles de mobilisations du féminisme, écologisme, consumérisme résonnent avec la réactivation des régionalismes (regain des pratiques traditionnelles à vocation touristique, du tourisme vert, progression de l'enseignement des langues, vitalité des rencontres musicales – Fesnoz, occitan...) et des

cultures paysannes et sont inséparables des mobilisations contestataires menées à la fin des années 60. Elles mettent l'accent sur l'autonomie, la résistance au contrôle social, la revendication de styles de vie et d'identités. Même si de multiples traits empruntés aux mouvements émergents renvoient à des séquences de mobilisations anciennes, l'analyse des mouvements sociaux ne peut se cantonner à la connaissance des seuls pionniers ; les nouveaux acteurs, qui évoluent en réseau sans parfois aucune surface associative, se donnent la possibilité de critiquer et maîtriser au moins partiellement les dérives de l'historicité sur la base du Progrès, de l'accumulation et de la mondialisation. Ainsi les campagnes qui véhiculent historiquement les jacqueries, les révoltes de la faim et les résistances face au centralisme, s'offrent aujourd'hui comme un microcosme assurant la pérennité de la vie humaine et comme un vivier d'expériences collectives qui nourrit les pratiques et entretient le désir de ruralité.

Un mouvement social qui défend des normes et des valeurs de vie en société est éminemment politique. Construire sociologiquement les formes de domination suppose de réintroduire les adversaires rebelles à cet état de soumission. Comme le souligne Cathy des *Générik Vapeur* :

Nous, les artistes, il est hors de question qu'on fasse croire aux gens que le milieu de vie où ils sont c'est génial, on a une parole à dire sur la ville, sur les choses impossibles, tu vois les endroits, parce qu'à force de pratiquer la rue, tu sais ce qui est convivial, ce qui ne l'est pas, ce qui est répressif, ce qui ne l'est pas, quand on te fout dans le métro des barres comme ça pour qu'un clochard il s'allonge pas pour dormir, ça va quoi ! La ville elle prend la parole, c'est une culture aussi ça, c'est la culture de l'urbain, enfin, tu as des sens giratoires qui font que tu ne peux pas t'arrêter à un endroit, ça c'est la culture, c'est la culture de la répression, une répression qui est *a priori* anodine<sup>22</sup>.

Daniel Loddò a complété ses entretiens par un monologue expliquant les motivations et décrivant la participation de son association aux mouvements sociaux :

On est à un moment où les mouvements occitans tout comme les musiques traditionnelles ont tendance à être récupérés par l'extrême

---

<sup>22</sup> CATHY, *Générik Vapeur*, entretien thématique, p. 22.

droite, [il faut] s'exprimer pour ne plus laisser à d'autres le soin de parler à notre place. On a donc intérêt à dire qui on est, ce qu'on pense et à montrer que pour nous la culture occitane n'a jamais été une façon de se renfermer sur des problèmes uniquement identitaires, sur des problèmes uniquement linguistiques, culturels, au ras des pâquerettes, mais au contraire que ça nous permet de dialoguer avec toutes les cultures du monde et notamment avec toutes les cultures qui sont présentes sur notre territoire. Et non seulement avec toutes les cultures mais avec toutes les revendications sociales<sup>23</sup>.

Car les collectifs et les types d'action sont inégalement pris en compte par les pouvoirs publics (importance des enjeux électoraux, manifeste lors du point culminant du champ de l'exclusion durant la campagne présidentielle de 1995 (Mésini, 1996-97), lors de la montée en force des associations civiles et culturelles – église, franc-maçonnerie –, ou bien irruption des challengers et des groupes segmentés à la suite d'une crise, (ex. les paysans et la Confédération paysanne à la faveur de la vache folle, de la pollution des sols par les nitrates, des OGM...). À ce titre, les mouvements sociaux impriment les processus de construction de rapports de force et de sens qui s'activent dans chaque mobilisation collective. Quelle conscience ont les groupes de leurs revendications, quelles formes de solidarités et de stratégies les structurent et en quoi le contexte juridique et politique peut inhiber ou au contraire favoriser l'émergence de la protestation ?

La prise en compte du contexte d'expression des formes de contestation est fondamentale pour évaluer le bien-fondé des revendications et des protestations : ainsi, par exemple, la réclamation d'une prime de Noël, initiée par les comités CGT de Marseille emmenés par Hoareau et qui se diffuse au niveau national dans d'autres comités de défense des chômeurs.

---

<sup>23</sup> DANIEL, *La talvera*, monologue.

## Conclusion : les limites de la méthode monographique

### *Saillance et porosité des catégories villes/campagnes*

L'analyse monographique permet l'interrogation et la reformulation des hypothèses préalables puisqu'elle opère comme un processus de validation ou de réfutation des variables au cours de la recherche. Le clivage urbain/rural est fondamental pour mettre en relation les solidarités suivant les milieux considérés. Toutefois, les singularités attendues de la combinaison urbain/rural ont été en partie gommées par la réalité des terrains : Marseille édifiée sur ses quartiers est identifiée à ses multiples communautés, on ne naît pas marseillais, on le devient. Ceinturée par la mer avec ses ouvertures sur les collines et les calanques, la ville est aussi un lieu de villégiature propice à toutes les formes d'évasion dans la nature. Ici, moins qu'ailleurs peut-être, se construit la représentation de l'urbanité négative qui capte et enferme ses populations dans des ghettos identitaires. La vallée du Tarn échappe pour sa part aussi aux caractéristiques des espaces périurbains ou de ceux du rural lointain inscrit par le codage politico-administratif de la ruralité ; comme le souligne N. Mathieu (1997), outre son dynamisme touristique, le monde rural n'est pas qu'un milieu où se déploie l'imaginaire, il est aussi un territoire qui cumule les « avantages du loyer bas, du jardin potager, des pratiques de la nature gratuite, de l'inter-connaissance mais aussi de l'anonymat ».

Porosité aussi car, face à l'exclusion, villes et campagnes déploient et configurent les solidarités par le biais de réseaux communs de lutte et d'action. Les actions de revendications sont organisées en collaboration avec d'autres associations qui maillent le territoire local d'initiatives sur le terrain. Comme le montre l'analyse de contenu du mensuel *Réagir*, le tissu associatif se consolide par la mise en réseaux des cercles de militants qui empruntent à diverses mouvances : culturelles, culturelles, institutionnelles et politiques de Marseille et des communes périurbaines environnantes :

– associations culturelles : les théâtres *Toursky* et *le Merlan*, la compagnie *Carboni Spirituosi*, les *Générik Vapeur*, *LEZARAP'ART*, l'espace culturel *Busserine*, *ARTonic*, *Ciné*, radio *Galère*, radio provisoire *Vitrolles*, radio à prendre par les « Sans » des *Pennes*

*Mirabeau, Marignane, Martigues, Châteauneuf, Berre... et radio Utopie*, 103,5 ;

– associations militantes : le *DAL*, *Médecins du Monde*, *SUD-PTT*, *SOS Racisme*, le *Radeau* (association d'accueil des SDF de plus de quarante ans), *A.C. 13 !*, l'université populaire du *Toursky*, le *CAJU* (squatt autonome), *Greenpeace*, *Act-Up*, la *Ligue des droits de l'Homme*, l'*Amicale du Nid Le Relais* (aide à la réinsertion des femmes ayant connu ou vivant de la prostitution), *Droits Devant !*

– associations culturelles : la *Fraternité de la Belle de Mai*, *Emmaüs Saint-Marcel* ;

– le partenariat institutionnel : le conseil général des Bouches-du-Rhône, la commission locale d'insertion des 3<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements, *Robinson* (gazette RMI du conseil général), le CNRS, l'université des Sciences humaines, le ministère des Affaires Sociales (participation au colloque de 1996 sur « La cohésion nationale ») ;

– partenariat politique : CGT, élus communistes du conseil municipal de Marseille, du conseil général des Bouches-du-Rhône, du conseil régional PACA.

### ***Les biais de l'analyse monographique***

Certains biais induits par l'analyse monographique ont été en partie contrôlés : si le contexte écologique permet d'épuiser en quelque sorte la variabilité des sources écrites et orales recueillies (une monographie s'achevant lorsque les nouvelles données ne font plus que s'ordonner dans le canevas d'hypothèses), l'analyse peut-elle affranchir du milieu qui la construit pour gagner en généralité ? Comment le fait local accède-t-il à l'universel et comment se transforme un cas en cause ?

Pour restituer la tension entre les échelles du local et celle du global, j'ai privilégié trois solutions : d'une part, multiplier les espaces construits pour ne pas focaliser l'attention sur une démarche de résistance ; d'autre part, faire avancer la problématique en fonction des besoins et demandes émanant des terrains dans l'échange de sources, documents, aides, conseils et matériel ; la rédaction des contrats d'insertion (dont il est légalement stipulé qu'ils peuvent être rédigés par le seul bénéficiaire du RMI avec la co-signature du référent social), le financement départemental de l'association de Rmistes *Agir&Réagir*,

l'obtention des textes concernant le régimes juridiques des faillites civiles en Alsace Lorraine pour le DAL de Marseille (le régime exceptionnel de la faillite civile est actuellement applicable en France), le dispositif juridique de récupération des terres incultes ainsi que la jurisprudence aboutie, pour la *Rainbow Family* et *Droit Paysan*. Enfin, il a été indispensable de confronter, tout au long de l'analyse, les énoncés individuels avec la production exogène des champs juridiques, scientifiques et médiatiques sur les « exclus ». J'ai multiplié les sources recueillies pour éviter que la parole des gens n'illustre des opinions préconstruites. En lien direct avec les récits biographiques et les photos collectés, les écrits ont été regroupés en fonction des espaces investigués : je pense notamment aux lettres, journaux, écrits, compte rendu d'action, poèmes qui construisent le groupe de l'intérieur. Cette structuration endogène (*emic*) des exclus prend son sens en fonction d'un principe de structuration exogène d'un champ théorique fécond depuis 20 ans : ouvrages, revues scientifiques et les publications théoriques, qui sont dépouillées et archivées depuis quinze ans, figurent en éclairage explicite ou implicite des analyses proposées, aux côtés d'un corpus de 2 000 articles de presse qui couvre la période 1995-98.

Dernière difficulté qui mérite d'être soulignée, l'extrême profusion des terrains en perpétuelles évolutions et réinventions rend impératif l'observation et le maintien des liens sur une longue durée. En 1999, l'association la *Fraternité de la Belle de Mai* étend ses activités en développant, à partir de la ville, un jardin d'insertion collectif, l'association *Agir&Réagir*, sans financement depuis un an, a recentré ses actions sur la publication de son mensuel *via internet*, la *Talvera* développe son soutien aux activités militantes en faisant le lien entre dynamiques culturelles et paysannes : Daniel et Céline ont donné un concert sur le plateau du Larzac, lors de la libération de José Bové, de la Confédération Paysanne, le 9 septembre 1999. Si les espaces collectifs se démultiplient à Marseille, le monde rural foment et enracine lui aussi ses résistances et ses solidarités – les *Oasis en Tous Lieux*, les *Ecovillages*, le réseau *Droit Paysan*, la *Rainbow Family* – ne sont ni des ghettos, ni des enclaves, mais des îlots protestataires à base d'appartenances multiples. Ils s'analysent comme des alternatives complémentaires à l'égard du modèle économique dominant de

l'urbanité, en assurant le maintien et le développement écologique de contrées librement appropriées.

### ***Les perspectives de la recherche***

Enfin en tant que co-construction, l'analyse monographique a une finalité prospective. Elle a instruit en retour la réalité en la déployant à son tour par le biais des rencontres croisées entre les milieux urbain et rural : Yannick, président de l'association de Rmistes de Marseille, a rencontré avec nous la *Rainbow family* et en est devenu le focalisateur pour la région du sud-est ; il a aussi diffusé des extraits de récits de vie et d'entretiens sur Marseille par le biais du journal *Réagir* et de ses pièces de théâtre. Nounours du *DAL* et Jok de la *Rainbow family* ont pris contact avec le réseau *Droit paysan* par le biais d'un document de synthèse achevé en septembre 1999 et les textes de Zonpo ont été diffusés dans une publication *Droit Paysan d'Ariège, le Coucou...* Si *Nounours* de Marseille connecte *Droit Paysan*, le slogan du *DAL* « un logement pour tous » lancé en milieu urbain vient se ressourcer auprès d'un réseau rural de groupes autonomes *Droit Paysan*, qui militent pour le droit à la ruralité, le droit à l'espace et à l'auto-construction sous la formule « Une terre, un toit ».

Janvier 2000

## **Bibliographie**

- BARTHELEMY M., *Les associations dans la société française : un état des lieux*, centre d'étude de la vie politique, Paris, FNSP, CNRS, 1994.
- DROITS DEVANT!, journal du DAL de Paris, no 2, mai 1995.
- LE JOUR-DAL, journal du DAL de Marseille, avril 1995.
- MAFFESOLI M., *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Klincksieck, 1988.
- MATHIEU N., « Les enjeux de l'approche géographique de l'exclusion sociale », *Economie rurale*, no 242, novembre-décembre 1997.
- MESINI B., « Les 'exclus' à travers la presse de rue », *Revue française des affaires sociales*, no 2-3, avril-septembre 1995, pp. 97-111.
- MESINI B., « Les 'exclus', minorités de droit ou communautés de fait », *Strates, matériaux pour la recherche en sciences sociales*, no 9, 1996-97.

- MESINI B., PELEN J. N., GUILHAUMOU J., *Résistances à l'exclusion. Récits de soi et du monde*, Presses universitaires de Provence, janvier 2004.
- SAINSAULIEU R. et LAVILLE J.-L. (dir.), *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- SAINT-PIERRE C. de, *L'ordonnancement du social dans un quartier de ville nouvelle. Étude des regroupements associatifs et confessionnels*, rapport de recherche pour le programme « Le lien social dans les périphéries urbaines », mission du Patrimoine ethnologique, ministère de la Culture et de la Francophonie, mai 1995.
- TEISSEIRE P., « Deux mille manifestants réquisitionnent un immeuble vide », *Le Provençal*, 10 avril 1995.